

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Tel : 01 49 42 64 13
conseil.municipal@noisylesec.fr

Compte rendu

**conseil municipal
jeudi 11 avril 2019**

A 19 h 30

Salle des Mariages (Hôtel de ville)

L'an deux mille dix-huit le jeudi 11 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 05 avril 2019, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Elisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:59*), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER (*jusqu'à 23:00*), Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Emmanuel MERCIER, Karine SUISSA (*arrivée à 19:44*), Olivier DELEU, Axelle ASIK (*arrivée à 19:56*), Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO (*arrivée à 20:19*), Gilles GARNIER (*jusqu'à 22:55*), Patrick LASCOUX, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Corinne BORD (*arrivée à 19:47*).

Absents ayant donné mandat :

Marie-Rose HARENGER à Dref MENDACI à partir de 23:00
Marcel SOLIGNY à Jean THARY
Saïd YAHIA-CHERIF à Maryvonne MOYA
Axelle ASIK à Elisabeth LEFEUVRE jusqu'à 19:56
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE
Sarrah BEN ALI à Patricia BLANCHARD
Julien-Jack RAGAZ à Souad TERKI
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE
Gilles GARNIER à Anne DEO à partir de 22:55
Dulcinée AVRIL à Jean-Paul LEFEBVRE

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS
Anne DEO jusqu'à 20:19
Laurence CORDEAU jusqu'à 19:59

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

JEUDI 11 AVRIL 2019

A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Le maire annonce l'ouverture de la séance à 19:35

I - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Monsieur le Maire propose Madame Nicole RIVOIRE en tant que secrétaire de séance.

Laurence CORDEAU, Karine SUISSA, Axelle ASIK, Anne DEO, Corinne BORD et Miloud GHERRAS ne prennent pas part au vote (absents)

ABSTENTION:	1	Jean-Paul LEFEBVRE
POUR :	37	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE »

La désignation du secrétaire de séance est approuvée

II – COMMUNICATION DU MAIRE

Laurent RIVOIRE indique que le conseiller municipal Miloud GHERRAS l'a informé qu'il quittait le groupe « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » et qu'il souhaitait être inscrit en indépendant avec effet immédiat.

III - APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU PRÉCÉDENT CONSEIL MUNICIPAL

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du jeudi 07 février 2019 est soumis à l'approbation du conseil municipal :

Anne DEO et Miloud GHERRAS ne prennent pas part au vote (absents)

ABSTENTION:	9	GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR LES NOISÉENS »
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE et Corinne BORD

Le compte-rendu est approuvé

IV – DÉCISIONS DU MAIRE

DM19_001	09/01/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Olivier MARBOEUF et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain l'exposition de Tarek LAKHRISSI
DM19_002	22/01/2019	Signature du bail civil relatif à la mise à disposition d'un local sis 26 Place de la Fontaine au profit de la ville de Noisy-le-Sec
DM19_003	01/02/2019	Sollicitation du Fond d'Investissement Métropolitain pour Micro Folie musée numérique
DM19_004	01/02/2019	Sollicitation du Fond d'Investissement Métropolitain pour Micro Folie normes énergétiques
DM19_005	08/02/2019	Dépôt d'une déclaration et autorisation de travaux de l'"Antenne Jeunesse de Béthisy"
DM19_006	08/03/2019	Dépôt d'une déclaration et autorisation de travaux de l'"Antenne Jeunesse Boissière"
DM19_007	19/02/2019	Exercice du droit de préemption d'un bail commercial au 59 Rue Jean Jaurès
DM19_009	30/01/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie Centre d'art contemporain (Exposition : "Caméléon Club")
DM19_010	04/02/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Helma MAYISSA et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI
2018_4647	25/02/2019	Travaux d'entretien des réseaux d'éclairage publics et de signalisation tricolore lumineuse" (2 lots).
DM19_011	01/03/2019	Approbation du refinancement des contrats de prêt et du financement des nouveaux investissements auprès de la Caisse française de financement local
DM19_012	25/02/2019	Mise à disposition précaire d'un bien immobilier sis 10 rue des Bergeries au profit de monsieur Samir MOZRANI
DM19_013	22/02/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre NDAYE Kouagou et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI
DM19_014	22/02/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Kaoutar HARCHI et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI
DM19_016	06/03/2019	Approbation de l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2018 à avril 2019
DM19_017	11/03/2019	-Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Ghita SKALI et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain
DM19_018	11/03/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Karima El Kharraze et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI
DM19_019	11/03/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Claire Finch et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSI

L2A_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n° 1 prolongeant à compter du 02/02 jusqu'au 31/03/2019 l'accord cadre multi attributaire au marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication - Lot 2 : Fabrication de supports de signalétique et exposition (bâches, kakémonos, support PVC, carton-plumes 29/01/2019...) - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co attributaire du lot ATELIERS DEMAILLES sis 33 quai Jean-baptiste Clément -94140 ALFORVILLE
L2B_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n° 1 prolongeant à compter du 02/02 jusqu'au 31/03/2019 l'accord cadre multi attributaire au marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication - Lot 2 : Fabrication de supports de signalétique et exposition (bâches, kakémonos, support PVC, carton-plumes 29/01/2019...) - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co attributaire du lot est PERADOTTO PUBLICITE sis 12 chemin de Saquier - 06200 NICE
L1A_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n°1 prolongeant à compter du 02 février jusqu'au 31 mars 2019 l'accord cadre multi attributaire du marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication" relatif au lot 1 " Impression de documents de communication" - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co-attributaire est DIRECT IMPRESSION sis 10bis rue Paul Henri Spaak - 77462 Saint Thibault-des-Vignes
L1B_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n°1 prolongeant à compter du 02 février jusqu'au 31 mars 2019 l'accord cadre multi attributaire du marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication" relatif au lot 1 " Impression de documents de communication" - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co-attributaire est IMPRIMERIE DU POTIER sis 95 avenue de Bobigny - 93130 Noisy-le-Sec
L1C_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n°1 prolongeant à compter du 02 février jusqu'au 31 mars 2019 l'accord cadre multi attributaire du marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication" relatif au lot 1 " Impression de documents de communication" - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co-attributaire est IMPRIMERIE RAS sis 6 avenue des Tissonvilliers - 95400 Villiers-le-Bel
2018/4644	22/01/2019	MAPA relatif aux Travaux d'aménagement d'une micro folie à la ferme de Merlan à Noisy-le-Sec – le lot 1 concerne le gros œuvre – Ce marché est valable 4 mois avec une estimation H.T de 544 763€ - Le titulaire du marché est ABATECH sis 64 Bis rue Dulong - 75001 Paris
2018/4644	22/01/2019	MAPA relatif aux Travaux d'aménagement d'une micro folie à la ferme de Merlan à Noisy-le-Sec - le lot 2 concerne la menuiserie - Ce marché est valable 73 jours avec une estimation H.T. de 130 874€ - Le titulaire du marché est FMD sis 19/29 rue de Seine - 94400 Vitry sur Seine
2018/4644	22/01/2019	MAPA relatif aux Travaux d'aménagement d'une micro folie à la ferme de Merlan à Noisy-le-Sec - le lot 3 concerne les ascenseurs - Ce marché est valable 53 jours avec une estimation H.T. de 21 250 € - Le titulaire du marché est A2A sis 10 Rue Pierre Salmon - 51430 Bezannes

2018/4644	22/01/2019	MAPA relatif aux Travaux d'aménagement d'une micro folie à la ferme de Merlan à Noisy-le-Sec – le lot 4 : électricité - Ce marché est valable 4 mois avec une estimation H.T. de 371 048,21€ Le titulaire du marché est DERICHEBOURG sis 2 Rue des Sables - 91170 Viry Chatillon
2018/4649	01/02/2019	MAPA relatif à la Réalisation des analyses biologiques à partir des prélèvements effectués par le centre municipal de santé - Ce marché est valable 2 ans avec une estimation annuelle H.T. de 27 000 € - Le titulaire du marché est BIOLAM LCD sis 70 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis
2018/4648	08/02/2018	MAPA relatif à l'Organisation et animation de formation linguistique de type ateliers de savoir sociolinguistiques en faveur des Noiséens nouvellement installés en France - Ce marché est valable 2 ans avec une estimation H.T. de 34 420 € - Le titulaire du marché est PROSODIA sis 3 Promenade de la Bonette - 92230 Gennevilliers
2016/4601	18/11/2016	MAPA relatif aux Travaux pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir - Ce marché est valable 29 mois avec une estimation H.T. de 11 353 535,81 € + (3,40 %)- l'Avenant 3 du marché s'élève à 64 898,54 € H.T - Le titulaire du marché est Urbaine de travaux sis 2 Avenue du Général de Gaulle - 91170 Viry Chatillon
2018/4667	26/02/2019	AOO relatif à l'Impression du magazine municipal et distribution d'outils municipaux – Le lot 1 concerne l'impression du magazine municipal - Ce marché est valable 4 ans avec une estimation H.T. de 35 000 € - Le titulaire du marché est IMPRIMERIE RAS sis 6 Avenue des Tissonvilliers - 95400 Villiers-le-Bel
2018/4667	26/02/2019	AOO relatif à l'Impression du magazine municipale et distribution d'outils municipaux - Le lot 2 concerne la distribution d'outils municipaux d'information à la population - Ce marché est valable 4 ans avec une estimation H.T. de 10 000 € -- Le titulaire du marché est CHAMPAR SAS sis 12 Avenue des Morillons - Z.I. des Doucettes - 95140 Garges-lès-Gonesse
2018/4647	04/03/2019	AOO Travaux d'entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation tricolore lumineuse – Le lot 1 concerne les travaux d'entretien et d'amélioration des réseaux d'éclairage public - Ce marché est valable 4 ans avec une estimation H.T. de 220 000 € - Le titulaire du marché est INEO INFRASTRUCTURES sis 7 bis Allée des Frères Montgolfier - 77183 Croissy Beaubourg
2018/4647	05/03/2019	AOO Travaux d'entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation tricolore lumineuse - le lot 2 concerne les travaux d'entretien et d'amélioration des réseaux de signalisation tricolore lumineuse - Ce marché est valable 4 ans avec une estimation H.T. de 110 000 € - Entreprise Michel Ferraz - Parc des Guillaumes sis 58 Rue de Neuilly - 93130 Noisy-le-Sec

V – NOTICES - DÉLIBÉRATIONS

1 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

CHANGEMENT DE NOM DE LA RÉSIDENCE AVENIR

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

La Résidence Avenir a été créée en 1969. Ce foyer pour personnes âgées est géré par le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) et il est situé sur la ville de Noisy-le-Sec au 62, rue de l'Avenir.

Malgré l'ancienneté de cet équipement, celui-ci ne dispose pas d'une dénomination spécifique permettant de renforcer son identité, en tant qu'équipement au service de la population noisienne.

Après consultation de la famille de Monsieur MONS, du propriétaire bailleur de cette résidence et en lien direct avec le CCAS, gestionnaire du site, la Municipalité propose aujourd'hui de nommer cette résidence « Jean-Louis Mons » en mémoire à cet homme politique noiséen.

Jean-Louis MONS, né en 1942, est décédé le 7 Janvier 2017. Il a été notamment Conseiller Général du Canton de Noisy-le-Sec de 1976 à 2001 et Président du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis de 1982 à 1985. Il est élu Maire de Noisy-le-Sec en 1995, suite au décès de Monsieur Roger GOUHIER, et le restera jusqu'en 2002.

Il est donc proposé au Conseil municipal de dénommer la « Résidence Avenir » sous le nom de Jean-Louis MONS.





DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles 2121-29 et 2212-2,

Considérant les activités de la Résidence Avenir, foyer pour personnes âgées sis 62 rue de l'Avenir à Noisy-le-Sec, gérée par le Centre Communal d'Actions Sociales,

Considérant que cette résidence ne dispose pas aujourd'hui d'une dénomination spécifique,

Considérant la volonté de renforcer l'ancrage territorial de cette nouvelle résidence ainsi que son identité,

Considérant que la dénomination « Jean Louis MONS » serait un hommage à cet homme politique noiséen, ancien président du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis et Maire de Noisy-le-Sec de 1995 à 2002,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la dénomination « Jean-Louis MONS » pour la Résidence des personnes âgées sise 62, rue de l'Avenir.0

Article 2 :

Les services municipaux ainsi que le Centre Communal d'Action Sociale procéderont aux mesures de publicité et de communication.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Marie-Rose HARENGER et Miloud GHERRAS ne prennent pas part au vote (absents)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

2 - DIRECTION DES FINANCES

RÉITÉRATION DE LA GARANTIE COMMUNALE AU PROFIT DE LA SA D'HLM OSICA DANS LE CADRE D'UN RÉAMÉNAGEMENT DE DETTE AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS À HAUTEUR DE 1 759 184,55 EUROS POUR L'OPÉRATION D'ACQUISITION ET DE TRAVAUX DE 25 LOGEMENTS SIS 13/15 RUE DU DOCTEUR CHARCOT

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Dans le cadre des mesures mises en place pour limiter l'effet des mesures votées en loi de finances pour 2018 sur la situation financière des organismes de logements sociaux, la Caisse des Dépôts et Consignations a institué un dispositif d'allongement de dette. Cette offre comporte notamment une diminution de marge sur la durée de rallongement. Elle ne modifie pas le niveau de l'encours de prêt.

Ainsi la SA d'HLM Osica, suite au réaménagement de sa dette, demande la réitération de la garantie de la Ville pour son prêt contracté auprès la Caisse des Dépôts et Consignations concernant l'opération d'acquisition et de travaux de 25 logements conventionnés sis 13/15 rue du Docteur Charcot à Noisy-le-Sec.

Les caractéristiques financières initiales de la Ligne du Prêt Réaménagée, dont le détail figure à l'Annexe "Modification des Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées", ont fait l'objet du réaménagement suivant:

- Modification de la durée résiduelle à date de valeur (passe de 22 ans à 32 ans)
- Modification du taux plafond de la progressivité des échéances
- Modification des conditions de remboursement anticipé volontaire

Les caractéristiques financières ainsi réaménagées s'appliquent à compter de la Date de Valeur du Réaménagement, pour la Ligne du Prêt référencée à l'Annexe "Modification des Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées", au montant des capitaux restant dus, et, le cas échéant, au stock d'intérêts et ce, jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Le détail de ces sommes pour la Ligne du Prêt Réaménagée figure à l'Annexe "Commission, Frais et Accessoires" du présent avenant.

La réitération, par le garant, de la garantie qu'il a apportée initialement, constitue une condition de validité de l'avenant de réaménagement, cette réitération devant intervenir au plus tard dans le délai d'une année à compter de la signature de l'avenant (27/08/2019).

Il est demandé au Conseil municipal de réitérer sa garantie pour le prêt contracté par la SA d'HLM OSICA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 1 759 184,55 € dans le cadre de l'opération de réaménagement de sa dette.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article R. 2298 du Code Civil,

Vu la délibération n°2008/11-08 du 27 novembre 2008, accordant la garantie communale au profit du groupe SNI OSICA SA d'HLM pour un prêt PEX de 2 199 937€ auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'opération d'acquisition et de travaux de 25 logements conventionnés sis 13/15 rue du Docteur Charcot à Noisy-le-Sec,

Vu la demande formulée par la SA d'HLM OSICA en date du 5 octobre 2018 de réitération de la garantie de la Ville suite au réaménagement de sa dette,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande d'OSICA, tendant à renouveler la garantie financière de la Ville précédemment consentie à hauteur de 100%, pour un

montant de un million sept cent cinquante-neuf mille cent quatre-vingt-quatre euros et cinquante-cinq centimes (1 759 184,55 €),

Considérant que le montant du capital garanti reste inchangé,

Considérant que la Commune est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie initialement accordée pour le remboursement du prêt réaménagé,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Le garant réitère sa garantie pour le remboursement de la Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées".

La garantie est accordée pour la Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues, (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières de la Ligne du Prêt Réaménagée sont indiquées, à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la Ligne du Prêt Réaménagée à taux révisable indexée sur le taux du livret A, le taux du livret A effectivement appliqué à ladite ligne du Prêt Réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à la Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29/06/2018 est de 0,75%.

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil Municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs aux conditions de la garantie entre la ville et la SA d'HLM OSICA.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

3 - DIRECTION DES FINANCES

RÉITÉRATION DE LA GARANTIE COMMUNALE AU PROFIT DE LA SA D'HLM LA MAISON DU CIL DANS LE CADRE D'UN RÉAMÉNAGEMENT DE DETTE AUPRÈS DE LA CDC À HAUTEUR DE 1 841 787,43 €

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Dans le cadre des mesures mises en place pour limiter l'effet des mesures votées en loi de finances pour 2018 sur la situation financière des organismes de logements sociaux, la Caisse des Dépôts et Consignations a institué un dispositif d'allongement de dette. Cette offre comporte notamment une diminution de marge sur la durée de rallongement. Elle ne modifie pas le niveau de l'encours de prêt.

Ainsi la SA d'HLM LA MAISON DU CIL, suite au réaménagement de sa dette, demande la réitération de la garantie de la Ville pour ses Lignes de Prêt n° 855015 et n° 855021 contractées auprès la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'opération de construction de 68 logements collectifs locatifs dont 9 TS - ZAC Paul Vaillant Couturier à Noisy-le-Sec.

Les caractéristiques financières initiales des Lignes de Prêt Réaménagées, dont le détail figure à l'Annexe "Modification des Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées", ont fait l'objet du réaménagement suivant:

- Modification de la durée résiduelle à date de valeur (passe de 13 à 23 ans pour la ligne de prêt 0855015 et de 12 à 22 ans pour la ligne de prêt 0855021),
- Modification de la marge sur index,
- Modification du taux plancher de la progressivité des échéances,
- Modification du taux plafond de la progressivité des échéances,
- Modification des conditions de remboursement anticipé volontaire.

Les caractéristiques financières ainsi réaménagées s'appliquent à compter de la Date de Valeur du Réaménagement, pour chaque Ligne du Prêt référencée à l'Annexe "Modification des Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées", au montant des capitaux restant dus, et, le cas échéant, au stock d'intérêts et ce, jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Le détail de ces sommes pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée figure à l'Annexe "Commission, Frais et Accessoires" du présent avenant.

La réitération, par le garant, de la garantie qu'il a apportée initialement, constitue une condition de validité de l'avenant de réaménagement, cette réitération devant intervenir au plus tard dans le délai d'une année à compter de la signature de l'avenant (17/07/2019).

Il est demandé au Conseil municipal de réitérer sa garantie pour les lignes de prêt n° 855015 et n° 855021 contractées par la SA d'HLM LA MAISON DU CIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur total de 1 841 787,43 € dans le cadre des opérations de réaménagement de sa dette.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article R. 2298 du Code Civil,

Vu la délibération n°97.04 du 7 octobre 1997, accordant la garantie communale au profit de LA MAISON DU CIL, SA d'HLM, nécessaire à la construction de 68 logements collectifs locatifs dont 9 TS – ZAC Paul Vaillant Couturier à Noisy-le-Sec,

Vu la demande formulée par la SA d'HLM LA MAISON DU CIL en date du 3 Septembre 2018 de réitération de la garantie de la Ville suite au réaménagement de sa dette,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM LA MAISON DU CIL, tendant à renouveler la garantie financière de la Ville précédemment consentie à hauteur de 100%, pour un montant total de un million huit cent quarante-et-un mille sept-cent quatre-vingt-sept euros et quarante-trois centimes (1 841 787,43 €),

Considérant que le montant du capital garanti reste inchangé,

Considérant que la Commune est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie initialement accordée pour le remboursement de chaque Ligne de Prêt Réaménagée,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Le garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne de Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées".

La garantie est accordée pour chaque Ligne de Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues, (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre de chaque Ligne de Prêt Réaménagée.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes de Prêt Réaménagées sont indiquées, à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les Lignes du Prêt Réaménagées à taux révisable indexées sur le taux du livret A, le taux du livret A effectivement appliqué auxdites lignes du Prêt Réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29/06/2018 est de 0,75%.

Article 3 :

Accorde une garantie jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs aux conditions de la garantie entre la ville de Noisy-le-Sec et la SA d'HLM LA MAISON DU CIL.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS et Anne DEO ne prennent pas part au vote (absents)

ABSTENTION	5	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
POUR :	36	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS », Corinne BORD

La délibération est adoptée

4 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SAEM NOISY LE SEC HABITAT DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION D'ACQUISITION AMÉLIORATION SISE 33 BIS RUE PIERRE BROSSOLETTE À NOISY LE SEC

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Suite au vote de ses membres de la délibération du Conseil d'administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat du 20 mars 2019 et comme le font régulièrement de nombreux autres bailleurs sociaux de notre région envers leurs collectivités, la SAEM Noisy-Le-Sec Habitat sollicite la garantie communale pour le financement d'une acquisition-amélioration dans le cadre de sa politique de reconstitution de son patrimoine noiséen. Une partie de cette acquisition est financée par un emprunt pour lequel la SAEM sollicite aujourd'hui la garantie de la Ville de Noisy-Le-Sec pour un montant global de trois cent trois mille quatre-cent cinquante euros (303 450 euros).

Affecté à un prêt bancaire du CREDIT COOPERATIF dans la cadre de la reconstitution de son patrimoine en logement non conventionné, les caractéristiques de cet emprunt sont les suivants :

- Un montant global de 303 450 euros, à souscrire pour une durée de 25 ans, au taux fixe maximum de 1,95% l'an, portant sur les programmes suivants :
 - 33 bis rue Pierre-Brossolette

Le plan de financement de l'opération:

<u>Ressources :</u>	<u>Montant</u>	<u>En %</u>
Total prêts Crédit Coopératif dont la garantie communale de l'emprunt est sollicitée.	303 450 €	85
Fonds propres	53 550 €	15
TOTAL	357 000 €	100,00

Comme pour toute société d'économie mixte immobilière, l'organisme prêteur subordonne son concours à la condition que le remboursement de l'emprunt sollicité par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat soit garanti par la Commune.

Dans ces conditions, il est demandé au Conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat auprès du crédit coopératif d'un montant de 303 450 euros relatif au financement de ces travaux d'amélioration. Cette garantie portera à hauteur de 50% du montant du prêt.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu la demande formulée par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat en date du 20/03/19 relative au financement d'une acquisition-amélioration sise 33 bis rue Pierre Brossolette dans le cadre de sa politique de reconstitution de son patrimoine noiséen auprès du CREDIT COOPERATIF,

Vu le projet de contrat de prêt avec le CREDIT COOPERATIF,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat tendant à obtenir la garantie financière de la Ville à hauteur de 50% du montant emprunté de trois cent trois mille quatre-cent cinquante euros (303 450 euros),

DÉLIBÈRE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie pour le remboursement aux conditions définies à l'article 2 ci-après de l'emprunt du CREDIT COOPERATIF au profit de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat. La présente garantie est accordée à hauteur de 50% du montant emprunté de trois cent trois mille quatre-cent cinquante euros (303 450 euros).

Article 2 :

Les caractéristiques du prêt consenti par le CREDIT COOPERATIF sont les suivantes :

- Montant du prêt : 303 450 euros
- Durée de la période d'amortissement : 25 ans
- Amortissement : progressif
- Périodicité des échéances : mensuelle à terme échu
- Conditions financières : taux fixe de 1,95% l'an (base 30/360)

Article 3 :

La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur 50% des sommes contractuellement dues par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat qui ne seraient pas acquittées à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par le CREDIT COOPERATIF, la collectivité s'engage à se substituer à la SAEM Noisy-le-Sec Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut nécessaire à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts à la hauteur de 50% garanti.

Article 5 :

Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le CREDIT COOPERATIF et la SAEM Noisy-le-Sec Habitat et à signer la convention de garantie.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	1	Corinne BORD
CONTRE	10	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	31	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

5 - DIRECTION DE LA PROXIMITÉ URBAINE

REGULARISATION FONCIERE DE LA PLACE ET DU PARKING DES DECOUVERTES – ECHANGE D'UN VOLUME PARKING EN CONTREPARTIE D'UN VOLUME DE LA DALLE ET DE LA RUE ADRIEN DAMOISELET

Rapporteur : Monsieur Olivier DELEU

1. HISTORIQUE DU PARKING ET DE LA PLACE DES DECOUVERTES

Au cours des années 80, la Commune de NOISY-LE-SEC a créé la ZAC *DU MARCHÉ* dont la réalisation a été concédée à la SEMINO, actuellement dénommée *SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT* (ci-après « *la SAEM NLSH* »).

Le Programme des Equipements Publics de cette ZAC prévoyait la réalisation de :

- une place de marché sur dalle (« *la Place des Découvertes* ») ;
- un parking souterrain de 100 places (« *le Parking des Découvertes* ») ;
- un parking de surface de 24 places (à céder à la Commune) ;
- travaux de voirie périphérique (rue Jean Jaurès et rue Adrien Damoiselet).

L'historique et les archives de la ZAC *DU MARCHÉ* sont incomplètes et présentent des incohérences. L'historique qui a pu être fait est néanmoins le suivant :

- Par délibération n°6 en date du 17 septembre 1987, la Commune de NOISY-LE-SEC a approuvé le Programme des Equipements Publics (PEP) de la ZAC.
- Par délibération n°7 en date du 16 février 1989, le Conseil municipal de NOISY-LE-SEC a approuvé la convention de réalisation de la ZAC *DU MARCHÉ*, confiée à la SEMINO.
- Par délibération n°14 en date du 25 septembre 1990, le Conseil municipal de NOISY-LE-SEC a approuvé une convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain (118 places) entre la Commune et la SEMINO. Cette convention a été signée par les parties le 18 octobre 1990.
- Par lettre en date du 22 novembre 1990, la Préfecture a formulé différentes observations sur les termes de cette convention. Par conséquent, une nouvelle convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain, précisant la durée d'exploitation du parking par la SAEM NLSH, a été signée par les parties le 18 janvier 1991.
- Par délibération n°8 en date du 6 décembre 1990, le Conseil municipal de NOISY-LE-SEC a approuvé la rétrocession gratuite par la SEMINO, après réalisation des travaux, à la Commune de l'assiette du parking et de la dalle du marché.
- Par délibération n°32 en date du 21 novembre 1991, le Conseil municipal de NOISY-LE-SEC a approuvé la cession, au franc symbolique, à la SEMINO de la parcelle V 464 sur laquelle devait être réalisée une partie du parking et de la dalle des Découvertes.
- Par délibération n°33 en date du 21 novembre 1991, le Conseil municipal de NOISY-LE-SEC a de nouveau approuvé la rétrocession par la SEMINO à la Commune de l'assiette foncière du parking et de la dalle au franc symbolique. Cette rétrocession – qui devait intervenir après aménagement - contrevient aux droits conférés à la SEMINO dans le cadre de la convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain.
- Par acte notarié en date du 23 janvier 1992, la Commune et la SEMINO ont passé l'acte de vente de la parcelle V 464 ; cet acte ne mentionne pas la future rétrocession de ladite parcelle après aménagement.
- Par lettre en date du 14 septembre 1999, la SEMINO a indiqué à la Ville que la mise en place de la gratuité du Parking des Découvertes conduisait à l'impossibilité pour la SEMINO de

poursuivre l'exploitation dudit parking. Elle sollicite en conséquence la « dénonciation » de la convention avec prise en charge de l'emprunt en cours sur le parking.

- Enfin, par délibération n°99.05 en date du 9 novembre 1999, le Conseil municipal de NOISY-LE-SEC a approuvé la résiliation de la convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain des « Découvertes » passée avec la SEMINO. Cette délibération prévoit que :

- il est mis fin à la convention de concession pour motif d'intérêt général ;
- la Commune de NOISY-LE-SEC se substitue dans les droits et obligations de la SEMINO et reprend à sa charge l'emprunt en cours contracté auprès de la Société Générale ;
- la SEMINO n'exige pas d'indemnité de résiliation ;
- tous les biens mis en concession seront remis à la Commune de NOISY-LE-SEC par la SEMINO ;
- le Maire est autorisé à signer la convention de résiliation.

Aucun acte d'exécution de cette délibération n'a été produit. De ce fait, l'ensemble du dispositif juridique relatif au *Parking* et à la *Place des Découvertes* tel qu'il résulte des délibérations et des conventions conclues par la Commune présente de nombreuses fragilités juridiques, notamment sur la situation de la parcelle V 548 et l'éventuel droit à rétrocession de la Commune sur cette parcelle.

Au regard des éléments lacunaires et des incohérences juridiques identifiées, on ne saurait préjuger du sort qui serait réservé aux prétentions de la Commune ou de la SAEM NLSH et dont la réalisation du Parking et de la Place des Découvertes serait l'objet, la cause ou l'occasion.

Afin de lever les incohérences foncières et d'usages que sont notamment la tenue d'un marché aux comestibles sur une partie du domaine foncier de la SAEM et la réalisation de travaux par la SAEM sur un foncier ne lui appartenant pas, la Ville et la SAEM proposent de mettre en place une transaction.

A cette fin, un historique foncier a été établi dans le but de déterminer les modalités de l'échange foncier attendu pour permettre de redonner à la place des Découvertes et à la rue Damoiselet un statut public et au parking un statut privé au regard de sa gestion par la SAEM NLSH.

- Par ailleurs, parallèlement à cette transaction et au vu du changement des circonstances, la reconfiguration foncière nécessite une abrogation expresse des délibérations contradictoires et incertaines concernant la parcelle V 548 (dont est issue la parcelle V 551) et la (ou les) convention(s) de concession du parking, à savoir :

- la délibération n°8 en date du 6 décembre 1990 relative à la rétrocession gratuite par la SEMINO à la Commune de l'assiette du parking et de la dalle du marché après réalisation des travaux ;
- la délibération n°33 en date du 21 novembre 1991, relative à la rétrocession par la SEMINO à la Commune de l'assiette foncière du parking et de la dalle au franc symbolique ;
- la délibération n°99.05 en date du 9 novembre 1999 relative à la résiliation de la convention de concession du parking.

2. OBJECTIF DE RECONFIGURATION FONCIERE DU PARKING ET DE LA PLACE DES DECOUVERTES

L'actuelle configuration foncière du Parking et de la Place des Découvertes est incohérente ; elle pose de grandes difficultés de gestion et d'investissement et présente également des incertitudes et des risques inhérents à des responsabilités mal définies.

Aux fins de clarifier les compétences et les responsabilités de chaque propriétaire sur les équipements susvisés, la SAEM et la Ville ont procédé à une reconfiguration du foncier et à une répartition des différents équipements selon les vocations de chaque propriétaire, en attribuant :

- L'intégralité de la *Place des Découvertes* (espace en surface) et de la *rue Adrien DAMOISELET* (espaces en surface et sous sol) à la Commune de NOISY-LE-SEC ;
- l'intégralité du *Parking des Découvertes* (espaces en sous-sol) à la SAEM NSLH.

Le chapitre suivant permet de comprendre les échanges parcellaires envisagés et l'historique des divisions foncières aboutissant à la configuration actuelle.

3. L'ACTUELLE CONFIGURATION FONCIERE DU PARKING ET DE LA PLACE DES DECOUVERTES

- La parcelle V 464 – cédée à la SEMINO le 23 janvier 1992 – a, par la suite, fait l'objet d'une division en 3 parcelles : V 482 (22 m²), V 483 (64 m²) et V 481 (3.016 m²).

Par acte de vente en date du 7 juillet 1992, les parcelles V 482 et V 483 ont été restituées à la Commune de NOISY-LE-SEC, la SEMINO conservant le reliquat, à savoir la parcelle V 481.

Par la suite, la parcelle V 481 a été divisée en V 547 (92 m²) et **V 548** (2.924 m²).

Enfin, par ordonnance d'expropriation rendue le 10 janvier 2017 par la chambre d'expropriation du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY (RG n°16/00148), la propriété de la parcelle V 547 a été transférée au Département de la SEINE-SAINT-DENIS pour les besoins du prolongement du Tramway sur la rue Jean Jaurès.

En l'état,

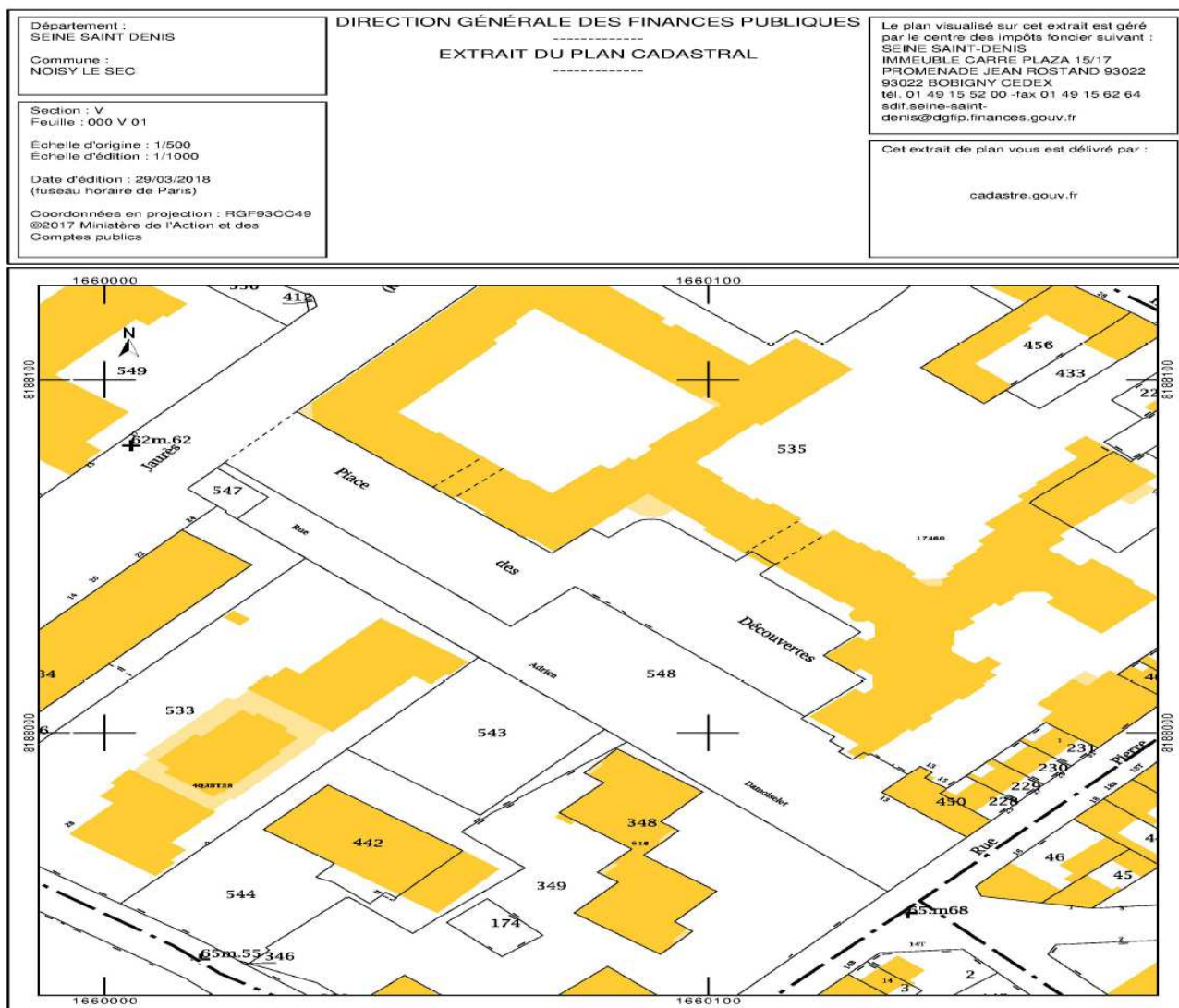
Ø la SAEM NSLH est propriétaire de la **parcelle V 548** qui accueille :

- une partie de Place des Découvertes et du Parking des Découvertes ;
- la moitié de la rampe d'accès au *Parking des Découvertes* (côté rue Jean Jaurès) ;
- la rampe de sortie du *Parking des Découvertes* (côté rue Pierre Brossolette).
- la rue Adrien DAMOISELET (sur un linéaire d'environ 160 mètres).

Ø la Commune de NOISY-LE-SEC est propriétaire d'une parcelle non cadastrée, sous régime de domanialité publique (figurée au plan cadastral ci-dessous sous l'intitulé « *Place des Découvertes* »), accueillant :

- une partie de la Place des Découvertes et du Parking des Découvertes ;
- l'autre moitié de la rampe d'accès au *Parking des Découvertes* (côté rue Jean Jaurès).

Autrement posé, le *Parking des Découvertes* – qui constitue un Etablissement Recevant du Public d'environ 110 emplacements - est réparti physiquement sur deux propriétés, celle de la Commune et celle de la SAEM NSLH.



Il en est de même pour la *Place des Découvertes* – qui accueille le marché communal, Installation Ouverte au Public.

La rue Adrien DAMOISELET, située sur une partie de la parcelle V 548, est entièrement la propriété de la SAEM NLSH, alors que cette voirie est pourtant ouverte à la circulation publique.

4. **RECONFIGURATION DU FONCIER VIA UN ECHANGE FONCIER**

A l'effet de reconfigurer le foncier comme indiqué au § 2 (supra), ont été établis :

- un plan de géomètre divisant la parcelle V 548 comme suit :
 - o parcelle V 551 (2.013 m²) comprenant la partie du Parking et de la Place des Découvertes, appartenant à la SAEM NLSH ;
 - o parcelle V 552 (887 m²) représentant la rue Adrien Damoiselet, également propriété de la SAEM NLSH.
- un Etat Descriptif de Division en Volumes (EDDV 1), dont l'assiette est constituée par la parcelle aujourd'hui non cadastrée et apparaissant sous teinte jaune au plan de division n°90602-40180 en date du 19 mars 2019, d'une surface de 2.571 m², correspondant à une partie du Parking des Découvertes et à ces éléments constitutifs (volume 5) et à une partie de la Place des découvertes (volume 4) ;

- un second Etat Descriptif de Division en Volumes (*EDDV 2*), dont l'assiette est constituée par la parcelle V 551, propriété de la SAEM NLSH, d'une superficie de 2.013 m², divisé en 3 volumes (Volumes n°1, n°2 et n°3) ;
- envisagent d'échanger avec soulte, et après désaffectation et déclassement, des volumes et assiettes foncières respectifs pour aboutir à la configuration foncière indiquée au §2.

Dans le détail, l'échange envisagé concerne :

Ø Le Volume 1 (en surface) de l'*EDDV 2* appartenant à la SAEM NLSH, divisé en sous-volumes :

- *Volume 1 a* : d'une surface de 763 m² ;
- *Volume 1 b* : d'une surface de 805 m² ;
- *Volume 1 c* : d'une surface de 266 m² ;

Ø L'assiette foncière de la rue Adrien Damoiselet à cadastrer section V numéro 552 d'une superficie de 887 m², appartenant également à la SAEM NLSH.

Soit une surface totale de 2.721 m²

Aux termes d'un avis des domaines (ref.SEI 2019-053V0627), ces sous-volumes et la rue Adrien Damoiselet ont été évalués sur une base de 110 €/m², soit 299 310 €.

Contre

Ø Le Volume 5 de l'*EDDV 1* appartenant à la Commune de NOISY-LE-SEC, divisé en sous-volumes :

- *Volume 5 a* : d'une surface de 84 m² (accès + ascenseur) ;
- *Volume 5 b* : d'une surface de 2.364 m² (Parking des Découvertes R-1 – 76 places de stationnement ;
- *Volume 5 c* : d'une surface de 2 m² (Parking et trémie) ;
- *Volume 5 d* : d'une surface de 5 m² (Ventilation et trémie) ;
- *Volume 5 e* : d'une surface de 5 m² (Ventilation et trémie) ;

Soit une surface totale de 2.460 m²

Dans le cadre de l'échange, il est prévu que la prise de possession par la Commune du sous-volume 1 a, sur une surface de 675 m², sera différée de 10 mois, le temps pour la SAEM NLSH de réaliser les travaux de rénovation des volumes en sous-sol qui nécessitent des installations de chantier en surface.

Aux termes d'un avis des domaines (ref.SEI 2018-053V1333), ces volumes représentant 76 places de stationnement, ont été évalués sur une base de 5.000 € par place, soit 380.000 €.

L'échange fait apparaître une différence de 80.690 €.

Considérant la marge d'appréciation de 10 % sur les valeurs émises et la vétusté du Volume 1 (Parking), la Commune et la SAEM NLSH sont convenues de fixer une soulte de **42.690 €** à percevoir par la Commune.

Enfin, pour permettre la cession par la Ville du parking des Découvertes, il a été nécessaire préalablement à la vente de constater la désaffectation de ce dernier et de prononcer son déclassement. Par conséquent, une fermeture au public du parking a été constatée par voie d'huissier et ce préalablement à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de :

- **APPROUVER** l'Etat Descriptif de Division en (2) Volumes (*EDDV 1*), dressé par le cabinet GEFA, Géomètre-expert, ayant pour assiette la parcelle, aujourd'hui non cadastrée et apparaissant sous teinte jaune au plan de division n°90602-40180 en date du 19 mars 2019, , d'une surface de 2.571 m², correspondant à une partie du Parking des Découvertes et à ses éléments constitutifs (volume 5) et à une partie de la Place des découvertes (volume 4), ainsi que tous actes constatant la division en volumes ;
- **APPROUVER** le règlement de l'Etat Descriptif de Division en Volumes susvisé, établissant des règles de fonctionnement et des servitudes réciproques entre les volumes de l'*EDDV 1* ;
- **ABROGER** :
 - o la délibération n°8 en date du 6 décembre 1990 relative à la rétrocession gratuite par la SEMINO à la Commune de la parcelle cadastrée section V numéro 464, constituant l'assiette du parking et de la dalle du marché, après réalisation des travaux ;
 - o la délibération n°33 en date du 21 novembre 1991, relative à la rétrocession par la SEMINO à la Commune d'une partie de la parcelle cadastrée section V numéro 464, constituant l'assiette foncière du parking et de la dalle, au franc symbolique ;
 - o la délibération n°99.05 en date du 9 novembre 1999 relative à la résiliation de la convention de concession du parking de la Place des Découvertes ;
- **PRONONCER** le déclassement du Parking des Découvertes tel que figuré dans les plans joints à l'*EDDV* du volume 5 ;
- **APPROUVER** les termes de la transaction à conclure entre la Commune et la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT joint à la présente délibération ;
- **APPROUVER** l'Echange :
 - o du Volume 5, d'une surface de 2.460 m², de l'*EDDV 1* ayant pour assiette la parcelle, aujourd'hui non cadastrée et apparaissant sous teinte jaune au plan de division n°90602-40180 en date du 19 mars 2019, propriété de la Commune ;

en contrepartie :

- o de la parcelle V 552 (rue Adrien Damoiselet) et du Volume 1 de l'*EDDV 2* ayant pour assiette la parcelle V 551, pour une surface globale de 2.721 m², propriétés de la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT ;
- o d'une soulte de 42 690 € versée par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT à la Ville;
- **PRECISER** que le Volume 1 a) de l'*EDDV 2*, sur une surface de 675 m², fera l'objet d'un différé de jouissance de 10 mois à compter de la signature de l'échange, afin de permettre à la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT de réaliser ses travaux de restructuration, réfection, mise en sécurité et mutualisation des parcs stationnement « Découvertes ».
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires concrétisation du projet de régularisation foncière du Parking et de la Place des Découvertes, à savoir l'Etat Descriptif de Division en Volumes ayant pour assiette la parcelle aujourd'hui non cadastrée et apparaissant sous teinte jaune au plan de division n°90602-40180 en date du 19 mars 2019, propriété de la Commune (article 1), le règlement de cet *EDDV* (article 2), l'acte d'échange (articles 7 à 8) et la transaction (article 4) et tous documents nécessaires au projet.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

;

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération du 27 novembre 1986 créant la Zone d'Aménagement Concerté du Marché et arrêtant le principe de la concession de cette ZAC,

Vu la délibération n°6 en date du 17 septembre 1987, aux termes de laquelle la Commune de NOISY-LE-SEC a approuvé le Programme des Equipements Publics (PEP) de la ZAC du Marché,

Vu la délibération n°7 en date du 16 février 1989 relative à l'approbation de la convention de réalisation de la ZAC DU MARCHÉ confiée à la SEMINO,

Vu la délibération n°14 en date du 25 septembre 1990, relative à l'approbation d'une convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain entre la Commune et la SEMINO,

Vu la convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain en date du 18 octobre 1990,

Vu la lettre d'observations du Préfet de SEINE-SAINT-DENIS en date du 22 novembre 1990 concernant la convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain,

Vu la délibération n°8 en date du 6 décembre 1990 relative à la rétrocession gratuite par la SEMINO à la Commune de l'assiette du parking et de la dalle du marché après réalisation des travaux,

Vu la convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain en date du 18 janvier 1991,

Vu la délibération n°32 en date du 21 novembre 1991 relative à l'approbation de la cession de la parcelle V 464, au franc symbolique, à la SEMINO,

Vu la délibération n°33 en date du 21 novembre 1991 relative à la rétrocession par la SEMINO à la Commune de l'assiette foncière du parking et de la dalle au franc symbolique,

Vu l'acte notarié en date du 23 janvier 1992 constatant la vente par la Commune à la SEMINO de la parcelle V 464,

Vu la lettre de la SEMINO en date du 14 septembre 1999, concernant l'impossibilité d'exploiter le parking et la demande de prise en charge des emprunts relatifs au Parking des Découvertes,

Vu la délibération n°99.05 en date du 9 novembre 1999 relative à la résiliation de la convention de concession de réalisation et d'exploitation du parking souterrain des « Découvertes » passée avec la SEMINO,

Vu les avis du service des Domaines n° SEI 2019-053V0627 et n° SEI 2018-053V1333, respectivement datés du 21 mars 2019 et du 29 juin 2018,

Vu l'Etat Descriptif de Division en (2) Volumes ayant pour assiette la parcelle aujourd'hui non cadastrée et apparaissant sous teinte jaune au plan de division n°90602-40180 en date du 19 mars 2019, d'une superficie de 2.571 m², ci-après l'EDDV 1,

Vu l'Etat Descriptif de Division en (3) Volumes ayant pour assiette la parcelle V 551 d'une superficie de 2.013 m², ci-après l'EDDV 2,

Vu les plans du 19 et 29 mars 2019 annexés à ces deux EDDV,

Vu le projet d'acte d'échange,

Considérant la division de la parcelle V 464 en 3 parcelles, à savoir les parcelles V 482 (22 m²), V 483 (64 m²) et V 481 (3.016 m²),

Considérant la cession par la SEMINO, actuellement dénommée SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT, des parcelles V 482 et V 483 à la Commune, par acte notarié en date du 7 juillet 1992,

Considérant la division de la parcelle V 481 en 2 parcelles, à savoir V 547 (92 m²) et V 548 (2.924 m²),

Considérant l'ordonnance d'expropriation (RG n°16/00148) rendue le 10 janvier 2017 par la chambre d'expropriation du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY transférant la propriété de la parcelle V 547

au Département de la SEINE-SAINT-DENIS, pour les besoins du prolongement du Tramway sur la rue Jean Jaurès,

Considérant le projet de division de la parcelle V 548 en 2 parcelles, à savoir V 551 (2.013 m²) et V 552 (887 m² et correspondant à la rue Adrien Damoiselet),

Considérant l'actuelle configuration foncière du Parking et de la Place des Découvertes, assis sur la parcelle V 551 (2.013 m²) et le domaine public communal d'une superficie de 2.571 m², répartie physiquement entre la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT et la Commune,

Considérant que cette configuration foncière, siège d'un Établissement Recevant du Public (le Parking) et d'une Installation Ouverte au Public (la Place des Découvertes), présente des risques inhérents à des responsabilités mal définies,

Considérant qu'il y a lieu d'apporter une solution à l'intrication foncière et au cadre juridique qui a contribué à cette configuration,

Considérant qu'il y a lieu d'opérer une reconfiguration foncière du Parking et de la Place des Découvertes, en attribuant à la Commune l'intégralité de la Place des Découvertes et à la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT l'intégralité du Parking des Découvertes, en considération notamment de la possible mutualisation de ce parking avec les espaces de stationnement détenus par la SAEM dans la copropriété des Découvertes,

Considérant que la Commune et SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT ont privilégié la reconfiguration foncière par voie d'échange foncier,

Considérant qu'il y a lieu d'opérer, préalablement à cet échange foncier, des divisions volumétriques de l'assiette de l'Ensemble Immobilier, constitué par le Parking et de la Place des Découvertes,

Considérant qu'il y a lieu d'organiser l'Ensemble Immobilier divisé en volumes, via un cahier des charges, régissant les rapports entre les volumes des EDDV au moyen de règles et de servitudes perpétuelles, compatibles avec l'affectation des volumes relevant de la domanialité publique,

Considérant le projet de restructuration, réfection, mise en sécurité et mutualisation des parcs stationnement « Découvertes »,

Considérant que la Commune de NOISY-LE-SEC et la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT sont convenues de conclure une transaction sur la renonciation d'un éventuel droit de rétrocession à la Commune de la parcelle V 551, en contrepartie de la renonciation de la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT à ses prétentions financières au titre de la construction, du financement et de la gestion du Parking des Découvertes ainsi que des redevances tirées par la Commune d'une partie de la Dalle des Découvertes,

Considérant le régime de domanialité publique applicable au Volume 5 (Parking et ces éléments constitutifs) de l'EDDV 1 ayant pour assiette la parcelle aujourd'hui non cadastrée et apparaissant sous teinte jaune au plan de division n°90602-40180 en date du 19 mars 2019,

Considérant que l'échange de ce Volume par la Commune requiert qu'il soit désaffecté et rendus inaccessibles au public avant de prononcer son déclassement définitif,

Considérant que la désaffectation du Parking des Découvertes en ce compris le Volume 5, constatée par acte d'huissier précédemment à la délibération du 11 avril 2019,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Abroge :

- la délibération n°8 en date du 6 décembre 1990 relative à la rétrocession gratuite par la SEMINO à la Commune de la parcelle cadastrée section V numéro 464, constituant l'assiette du parking et de la dalle du marché, après réalisation des travaux ;

- la délibération n°33 en date du 21 novembre 1991, relative à la rétrocession par la SEMINO à la Commune d'une partie de la parcelle cadastrée section V numéro 464, constituant l'assiette foncière du parking et de la dalle, au franc symbolique ;
- la délibération n°99.05 en date du 9 novembre 1999 relative à la résiliation de la convention de concession du parking de la Place des Découvertes ;

Article 2 :

Approuve l'Etat Descriptif de Division en (2) Volumes (*EDDV 1*), dressé par le cabinet GEFA, Géomètre-expert, ayant pour assiette la parcelle aujourd'hui non cadastrée et apparaissant sous teinte jaune au plan de division n°90602-40180 en date du 19 mars 2019, d'une surface de 2.571 m², correspondant à une partie du Parking des Découvertes et à ses éléments constitutifs (volume 5) et à une partie de la Place des découvertes (volume 4), ainsi que tous actes constatant la division en volumes ;

Article 3 :

Approuve le règlement de l'Etat Descriptif de Division en Volumes (*EDDV 1*), établissant des règles de fonctionnement et des servitudes réciproques entre les volumes de l'*EDDV 1*.

Article 4 :

Approuve les termes de la transaction à conclure entre la Commune et la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT et consistant, pour la Commune à renoncer à son éventuel droit de rétrocession de la parcelle V 548, pour la SAEM à renoncer à toute prétention financière au titre de la construction, du financement et de la gestion du Parking des Découvertes et des redevances retirées par la Commune d'une partie de la Dalle des Découvertes ;

Article 5 :

Constate la désaffectation du Parking des Découvertes et ces éléments constitutifs.

Article 6 :

Prononce le déclassement du Parking des Découvertes et ces éléments constitutifs tel que figuré dans les plans joints à l'*EDDV 1*.

Article 7 :

Approuve l'Echange :

- du Volume 5 de l'*EDDV 1*, propriété de la Commune, pour une surface de 2.460 m²,

en contrepartie :

- du Volume 1 de l'*EDDV 2* et de la parcelle V 552 (rue Adrien Damoiselet), pour une surface globale de 2.721 m², propriétés de la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT,
- d'une soulte de 42 690 € versée par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT à la Ville ;

Article 8 :

Précise que le Volume 1 a) de l'*EDDV 2*, sur une surface de 675 m², fera l'objet d'un différé de jouissance de 10 mois à compter de la signature de l'échange, afin de permettre à la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT de réaliser ses travaux de de restructuration, réfection, mise en sécurité et mutualisation des parcs stationnement « Découvertes ».

Article 9 :

Autorise Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires concrétisant le projet de régularisation foncière du Parking et de la Place des Découvertes, à savoir l'Etat Descriptif de Division en Volumes (article 1), le règlement de cet *EDDV* (article 2), l'acte d'échange (articles 7 à 8) et la transaction (article 4) et tous documents nécessaires au projet.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS, Alexandre BENHAÏM et Thomas FRANCESCHINI ne prennent pas part au vote (absents)

ABSTENTION	1	Corinne BORD
CONTRE	10	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	29	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

6 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT DES DÉCOUVERTES À NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

En application des articles L.2252-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales, les Communes peuvent accorder des garanties pour les emprunts contractés par les sociétés d'économie mixte.

Depuis 2014, la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT a engagé une politique de travaux de rénovation et de sécurisation de son patrimoine noiséen.

Dans ce cadre, la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT envisage de souscrire un prêt global d'un montant de trois millions deux cent trente-neuf mille quarante-quatre euros et trente-deux centimes (3.239.044,32 €) aux fins de financer les travaux de réhabilitation des parcs de stationnement des Découvertes.

Descriptif des travaux:

- Création de liaisons entre les 3 parcs (ouvertures de voiles et rampes)
- Mise en place de péages véhicules et de contrôles d'accès pour les accès piétons
- Création de 2 accès piétons au P1 avec ascenseurs
- Création d'un local d'exploitation dans le P1
- Réfection des peintures de sols et murs dans les 3 parcs
- Réfection complète de l'éclairage et du balisage de sécurité dans les 3 parcs
- Mise en place d'un système de guidage à la place dans les 3 parcs
- Mise aux normes des systèmes de ventilation et de désenfumage dans les 3 parcs
- Création de places PMR, voitures électriques, motos, vélos électriques et local vélos dans le P1

Le plan de financement de l'opération:

<u>Ressources :</u>	<u>Montant</u>	<u>En %</u>
Total prêts Crédit Coopératif dont la garantie communale de l'emprunt est sollicitée.	3 239 044 €	85
Fonds propres	571 596 €	15
TOTAL	3 810 640 €	100,00

L'organisme prêteur subordonne son concours à la condition que le remboursement de l'emprunt sollicité par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT soit garanti par la Commune.

En conséquence, la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT sollicite une garantie communale à hauteur de 50 % du remboursement du prêt de trois millions deux cent trente-neuf mille quarante-quatre euros et trente-deux centimes euros (3.239.044,32 €), à souscrire pour une durée de 24 ans, au taux fixe de 1,95% l'an sur une durée de 24 ans.

Il est demandé au Conseil Municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT auprès du CREDIT COOPERATIF d'un montant de 3 239 044,32 € relatif au financement de ces travaux réhabilitation des Parcs des Découvertes.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

:

Vu l'article R. 2298 du Code Civil,
Vu la demande formulée par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat en date du 19 mars 2019 relative au financement des travaux de rénovation et réhabilitation des parcs de stationnement des Découvertes,
Vu le projet de contrat de prêt avec le CREDIT COOPERATIF

DÉLIBÈRE

Article 1 :

La commune de NOISY-LE-SEC accorde sa garantie, aux conditions définies ci-après, pour le remboursement de l'emprunt contracté par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT auprès du CREDIT COOPERATIF pour un montant de 3.239.044,32 €.

La présente garantie est accordée à hauteur de 50 % du montant emprunté et de ses accessoires.

Article 2 :

Les caractéristiques du prêt consenti par le CREDIT COOPERATIF sont les suivantes :

- Montant du prêt : 3.239.044,32 euros
- Durée de la période d'amortissement : 24 ans
- Amortissement : progressif
- Périodicité des échéances : mensuelle à terme échu
- Conditions financières : taux fixe de 1,95 % l'an (base 30/360)

Article 3 :

La garantie de la Commune est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur 50 % des sommes contractuellement dues par la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT qui ne seraient pas acquittées par cette dernière à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par le CREDIT COOPERATIF, la Commune s'engage à se substituer à la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut préalable à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts à la hauteur de 50 % du prêt garanti.

Article 5 :

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le CREDIT COOPERATIF et la SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT et à signer la convention de garantie.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS et Alexandre BENHAÏM ne prennent pas part au vote (absents)

ABSTENTION	1	Corinne BORD
CONTRE	10	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	30	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

7 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrières, des besoins en recrutements nécessaires au bon fonctionnement des services.

A – Les postes à créer au tableau des emplois suite à des vacances de postes, des évolutions de carrières, des changements de filières et à des nécessités de recrutement d'experts titulaires sur un grade donné :

Direction des bâtiments :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A sur le grade d'ingénieur principal pour occuper les fonctions de **directeur (rice)**. Ce poste a pour missions principales, de proposer et mettre en œuvre les programmes de travaux, de veiller au maintien des conditions optimales d'utilisation du patrimoine bâti de la collectivité, d'organiser et coordonner aux plans technique, administratif et financier l'exécution des travaux dans les meilleures conditions de délais et de coûts, de garantir la sécurité des occupants et usagers vis-à-vis de l'ensemble des risques (sécurité incendie, risques industriels, sûreté et risques sanitaires).

Pour ce poste de catégorie A, filière technique, la délibération autorisant Monsieur le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants au cadre d'emplois, grade et profil de poste souhaités, le poste pourra être pourvu par des agents non titulaires.

Direction de la sécurité et de la prévention :

- 1 adjoint technique territorial principal de 2ème classe à temps complet pour exercer les fonctions d'**ASVP** suite à la réussite concours de l'agent affecté sur le poste et qui détenait un autre grade,

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 5 adjoints techniques territoriaux à temps non complet à 50 % pour exercer les fonctions d'agent de restauration. Il s'agit ici de pérenniser des emplois correspondant à un besoin devenu permanent.

B – Par ailleurs, suite à des vacances de postes, sont rappelées les conditions de recrutement des emplois de catégorie A :

Direction de l'aménagement:

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'ingénieur territorial pour occuper les fonctions de **directeur (rice) de l'aménagement**. Ce poste a pour missions principales, d'assurer l'animation, la coordination et l'encadrement de la direction l'aménagement, de participer à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques de la ville en matière de politique de développement urbain ainsi qu'à la définition et à l'application du plan de gestion et de valorisation du patrimoine communal.

Pour ce poste de catégorie A, filière technique, la délibération autorisant Monsieur le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Direction des ressources humaines :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché territorial pour occuper les fonctions de **responsable** de service emploi, formation et organisation. Ce poste a pour missions principales, de participer à la définition et à l'optimisation de la politique de ressources humaines, d'identifier les besoins et mettre en œuvre la promotion des orientations dans les domaines du recrutement, de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, d'en animer la mise en œuvre et de l'évaluer.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant Monsieur le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants au cadre d'emplois, grade et profil de poste souhaités, le poste pourra être pourvu par des agents non titulaires.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu la délibération n°2019/02- 06 du 22 février 2019 portant mise à jour du tableau des effectifs,

Considérant les besoins des services, les évolutions de carrière et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents. Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrière et des besoins en recrutement.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve les créations d'emplois suivantes liées à des vacances de postes, des évolutions de carrières, et à des nécessités de recrutement sur un grade donné :

Direction des bâtiments :

- 1 ingénieur principal territorial à temps complet pour occuper les fonctions de **directeur (rice)**. Ce poste a pour missions principales, de proposer et mettre en œuvre les programmes de travaux, de veiller au maintien des conditions optimales d'utilisation du patrimoine bâti de la collectivité, d'organiser et coordonner aux plans technique, administratif et financier l'exécution des travaux dans les meilleures conditions de délais et de coûts, de garantir la sécurité des occupants et usagers vis-à-vis de l'ensemble des risques (sécurité incendie, risques industriels, sûreté et risques sanitaires).

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure d'ingénieur dans le domaine de l'ingénierie génie civil.

La rémunération est établie entre le 1er et le 8ème échelon du grade d'ingénieur principal territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Direction de la sécurité et de la prévention :

- 1 adjoint technique territorial principal de 2ème classe à temps complet pour exercer les fonctions d'**ASVP** suite à la réussite concours de l'agent affecté sur le poste et qui détenait un autre grade,

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 5 adjoints techniques territoriaux à temps non complet à 50 % pour exercer les fonctions d'agent de restauration. Il s'agit ici de pérenniser des emplois correspondant à un besoin devenu permanent.

Article 2 :

- Déclare qu'un emploi permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'ingénieur territorial et a vocation à occuper les fonctions de **directeur (trice)** de l'aménagement.

Ce poste a pour missions principales, d'assurer l'animation, la coordination et l'encadrement de la direction l'aménagement, de participer à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques de la ville en matière de politique de développement urbain ainsi qu'à la définition et à l'application du plan de gestion et de valorisation du patrimoine communal.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine de l'urbanisme et du droit public.

La rémunération est établie entre le 1er et le 10ème échelon du grade d'ingénieur territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Direction des ressources humaines :

- Déclare qu'un emploi permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché territorial pour exercer les fonctions de responsable de service emploi, formation et organisation. Ce poste a pour missions principales, de participer à la définition et à l'optimisation de la politique de ressources humaines, d'identifier les besoins et mettre en œuvre la promotion des orientations dans les domaines du recrutement, de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, d'en animer la mise en œuvre et de l'évaluer.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure en administration publique et d'une expérience significative en gestion des ressources humaines.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Article 3 :

Précise que le tableau des effectifs à la date du 11 avril 2019 est annexé à la présente délibération.

Article 4:

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2019 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS et Alexandre BENHAÏM ne prennent pas part au vote (absents)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	37	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », Corinne BORD

La délibération est adoptée

8 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MISE À JOUR DE L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE COMPLÉMENTAIRE POUR ÉLECTION (IFCE)

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

Les diverses consultations électorales prévues par la législation en vigueur, impliquent pour certains agents territoriaux l'accomplissement de travaux supplémentaires, occasionnés par l'organisation du scrutin et la tenue des bureaux de vote. Ces travaux supplémentaires peuvent être compensés de trois manières :

- soit l'agent récupère le temps de travail effectué,
- soit il perçoit des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) pour les agents éligibles à celles-ci,
- soit pour l'agent qui n'est pas éligible au IHTS, il perçoit l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection (IFCE).

Ainsi, lorsqu'il est exceptionnellement fait appel, à l'occasion d'une consultation électorale et en dehors des heures normales de service, à des agents qui ne peuvent percevoir des IHTS, les intéressés peuvent bénéficier d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections. Cette indemnité fait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière.

Toutefois, seuls les agents employés par la commune sont susceptibles de la percevoir.

Le montant de l'IFCE est calculé au prorata du temps consacré, en dehors des heures normales de service, aux opérations liées à l'élection. Les taux maximaux applicables sont fixés par un arrêté ministériel du 27 février 1962 et dépendant du type d'élection.

L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection est calculée sur la base du taux de l'IFTS de 2^{ème} catégorie, soit le taux des IFTS servis aux attachés. Elle est allouée dans la double limite d'un crédit global ouvert au budget et d'un montant individuel maximum calculé différemment selon le type d'élection : élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, communauté européenne et référendums.

Le crédit global est, au plus, égal à la valeur de l'IFTS 2^{ème} catégorie adoptée par la collectivité, multipliée par le nombre de bénéficiaires théoriques, c'est à dire le nombre total d'agents bénéficiant de l'IFTS pour les attachés, même s'ils n'ont pas participé à l'organisation des élections.

Cette enveloppe sera ensuite à répartir entre les agents ayant effectivement contribué au déroulement des élections, y compris les agents n'ayant pas été pris en compte dans le calcul du crédit global.

Pour les autres élections, non visées ci-dessus, impliquant l'intervention du personnel communal, le crédit global est égal au 1/36^{ème} de la valeur de l'IFTS de 2^{ème} catégorie retenue par la collectivité, multipliée par le nombre de bénéficiaires remplissant les conditions d'octroi de l'indemnité.

Compte tenu du fait que la répartition entre les bénéficiaires s'effectue dans la limite du crédit global, l'octroi du taux maximum à un agent implique l'attribution d'un taux plus faible aux autres bénéficiaires.

Le crédit global maximum ne constitue qu'une limite à ne pas dépasser, l'autorité territoriale étant libre de répartir tout ou partie de ce crédit global entre les agents, au prorata notamment du temps consacré aux opérations en dehors des heures normales de service.

Le choix de rémunérer ou de faire récupérer les heures supplémentaires relève du pouvoir discrétionnaire de l'autorité territoriale. Compte tenu de l'importance des opérations électorales pour la Municipalité, celle-ci décide de rémunérer les heures supplémentaires liées aux élections à tout agent y ayant participé.

Lorsque deux scrutins différents ont lieu le même jour, il n'est versé qu'une seule indemnité forfaitaire.

Lorsque les élections comportent 2 tours de scrutins, l'indemnité peut être attribuée pour chaque tour de scrutin.

La délibération du conseil municipal précise les bénéficiaires et les conditions d'attribution.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté du 27 février 1962 modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux,

Vu l'arrêté du 14 janvier 2002 modifié fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu les délibérations n°2005/04-35 du 21 avril 2005 instituant l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires et n°2007/03-24 instituant l'indemnité forfaitaire complémentaires pour travaux accomplis à l'occasion de consultations électorales,

Vu l'avis du Comité technique en date du 26 mars 2019 relatif à la mise à jour de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection (IFCE),

Considérant que le conseil municipal peut décider de mettre en place l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections pour les agents accomplissant des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale visée par l'arrêté du 27 février 1962 précité et qui ne peuvent bénéficier du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Considérant qu'il doit exceptionnellement être fait appel, à l'occasion d'une consultation électorale et en dehors des heures normales de service, à des agents de la collectivité,

Considérant que l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection fait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière et que seuls les agents employés par une commune sont susceptibles de la percevoir,

Considérant que pour les élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes et les consultations par voie de référendums, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections est calculé dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires mensuelles du grade d'attaché territorial, (IFTS de 2^{ème} catégorie), par le nombre de bénéficiaires ;
- d'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de 2^{ème} catégorie),

Considérant que pour les autres élections, donc pour les élections prud'homales notamment, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour les élections est calculé dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant le 36^{ème} de la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires annuelles du grade d'attaché territorial (IFTS de 2^{ème} catégorie) par le nombre de bénéficiaires ;
- d'une somme individuelle au plus égale au 12^{ème} de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFSE de 2^{ème} catégorie),

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Institue une indemnité forfaitaire complémentaire pour élection à l'occasion de consultations électorales par des agents non admis au bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) relevant des grades suivants :

Grades	Fonctions exercées
Administrateur hors classe	Directeur général des services, directeur général adjoint des services
Attaché hors classe	Directeur
Attaché principal	Directeur, chef de service, cadres de catégorie A
Attaché	Directeur général adjoint des services, directeur, chef de service, cadres de catégorie A
Ingénieur en chef	Directeur, chef de service, cadres de catégorie A
Ingénieur principal	Directeur, chef de service, cadres de catégorie A
Ingénieur	Directeur, chef de service, cadres de catégorie A

Le montant de référence pour le calcul de cette indemnité sera le taux moyen de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de 2^{ème} catégorie) affecté d'un coefficient multiplicateur de 8.

Lorsqu'un agent est seul à pouvoir bénéficier de ce dispositif, la somme individuelle allouée pourra être portée au taux maximal possible, c'est-à-dire le quart (ou le cas échéant le 12^{ème}) de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de 2^{ème} catégorie).

Pour les élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes et les consultations par voie de référendums, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections est calculé dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires mensuelles du grade d'attaché territorial, (IFTS de 2^{ème} catégorie), par le nombre de bénéficiaires ;
- d'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de 2^{ème} catégorie),

Pour les autres élections, donc pour les élections prud'homales notamment, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour les élections est calculé dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant le 36^{ème} de la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires annuelles du grade d'attaché territorial (IFTS de 2^{ème} catégorie) par le nombre de bénéficiaires ;
- d'une somme individuelle au plus égale au 12^{ème} de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de 2^{ème} catégorie),

Article 2 :

Précise que les contractuels exerçant des fonctions équivalentes pourront bénéficier de cette indemnité sur les mêmes bases.

Article 3 :

Précise que conformément au décret n° 91-875, l'autorité territoriale fixe les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et des modalités de calcul de cette indemnité.

Le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection (IFCE) est calculé au prorata du temps consacré, en dehors des heures normales de service, aux opérations liées à l'élection. Les taux maximaux applicables sont fixés par un arrêté ministériel du 27 février 1962 et dépendent du type d'élection.

Article 4 :

Le paiement de cette indemnité sera réalisé après chaque tour des consultations électorales.

Cette indemnité n'est pas cumulable avec les IHTS. Lorsque deux élections se déroulent le même jour une seule indemnité peut être allouée. Cette indemnité est cumulable avec l'IFTS et peut être versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte d'élections. Les agents employés à temps non complet peuvent bénéficier de cet avantage à taux plein sans proratisation. Cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP.

Article 5:

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2019 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » et Corinne BORD

La délibération est adoptée

9 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MISE EN PLACE D'UN RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES ASTREINTES

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

La collectivité, de part sa mission de service public, doit organiser un service d'astreinte pour répondre aux obligations réglementaires en matière de sécurité.

Le règlement annexé à la présente délibération a pour objet de fixer :

- les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation,
- la liste des emplois concernés,
- les modalités de rémunération ou des compensations des astreintes ou des obligations liées au travail, sont précisées par décret par référence aux modalités et taux applicables aux services de l'État,

La réglementation prévoit plusieurs types d'astreintes :

- Astreinte d'exploitation ou astreinte d'intervention de droit commun : situation des agents de demeurer soit à leur domicile soit à proximité afin d'être en mesure d'intervenir (accidents de circulation, surveillance des infrastructures, alarmes...etc).

- Astreinte de sécurité : agents appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un événements soudain ou imprévu (situation de crise, déclenchement du plan communal de sauvegarde, forte tempête, inondation...).

- Astreinte de décision : personnels d'encadrement pouvant être joint en dehors des heures d'activités normales du service afin de prendre les mesures et dispositions nécessaires (organisation des astreintes d'exploitation et de sécurité, relations avec les élus et autorités...).

- L'astreinte médicale : personnels sanitaires (cadres de santé) devant être présent dans les structures d'accueil de la petite enfance afin de garantir la sécurité sanitaire des établissements et des enfants accueillis.

Il convient de rappeler que les agents logés par nécessité absolue de service ou bénéficiant d'une NBI (nouvelle bonification indiciaire) au titre de fonctions de responsabilité supérieure (emplois fonctionnels de direction) ne peuvent prétendre au régime d'indemnisation ou de compensation des astreintes.

L'indemnité forfaitaire d'astreinte rémunère le temps de veille de l'agent, et le fait de répondre au téléphone.

Tout déplacement sur un site d'intervention lié à l'astreinte entraînera la rémunération d'heures supplémentaires, le temps rémunéré comprendra son temps de trajet Aller/Retour + le temps d'intervention.

Le déclenchement d'heures supplémentaires ne se fera que si l'agent est amené à se déplacer sur un site d'intervention, aucune heure supplémentaire d'intervention ne sera accordée si l'agent ne s'est pas déplacé.

Légalement le paiement des heures supplémentaires ne pourra pas dépasser 25 heures par mois sauf cas particuliers exceptionnels à prévoir en Conseil Municipal après avis du Comité technique (périodes élections, catastrophes naturelles,)

Pour cadrer l'organisation des astreintes, un règlement intérieur des astreintes a été élaboré et est annexé au projet de délibération.

Ce projet a fait l'objet d'une consultation au Comité technique en date du 26 mars 2019.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 7-1,

Vu le décret n° 91-711 du 24 juillet 1991 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans le fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2001-1274 du 27 décembre 2001 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires occupant certains emplois administratifs de direction de collectivités territoriales ou d'établissement publics locaux assimilés, régis par l'article 6 du décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

Vu le décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires occupant certains emplois administratifs de direction de collectivités territoriales ou d'établissement publics locaux assimilés, régis par l'article 7 du décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

Vu le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur,

Vu le décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur,

Vu le décret n° 2005-415 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur,

Vu les délibérations n°10 du 10 avril 1979 portant attribution de l'indemnité d'astreinte en cas de permanence à domicile de certains agents techniques communaux et n° 2004/06-32 portant création d'une astreinte de décision,

Vu l'avis du Comité technique en date du 26 mars 2019 relatif aux modalités d'organisation des astreintes,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'organiser, dans l'intérêt du service, la mise en œuvre des astreintes au sein des directions de la collectivité d'une part, de compléter et d'actualiser d'autre part, les dispositifs existants d'astreintes conformément à la réglementation en vigueur,

En application des articles 5 et 9 du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, l'organe délibérant de la collectivité, détermine après avis du Comité technique compétent :

- les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation,
- la liste des emplois concernés,
- les modalités de rémunération ou des compensations des astreintes ou des obligations liées au travail, sont précisées par décret par référence aux modalités et taux applicables aux services de l'État.

Considérant que pour les agents relevant de la filière technique, le régime de rémunération ou de compensation des astreintes est aligné sur celui des ministères chargés du développement durable et du logement,

Considérant que pour les agents territoriaux ne relevant pas de la filière technique, le régime de rémunération ou de compensation des astreintes est aligné sur celui du personnel du ministère de l'intérieur,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la mise en place et le déroulement des astreintes dans les cas et situations figurant dans le règlement annexé.

Ce règlement définit :

- Objet du Règlement :

La définition des astreintes

Le cumul des astreintes

- le fonctionnement des astreintes :

Le type d'astreintes

La périodicité des astreintes

Le personnel concerné

La planification des astreintes

Les moyens matériels à disposition,

- le déclenchement et le déroulement des interventions :

Le déclenchement des interventions

Le délai d'intervention

Le déroulement de la procédure d'intervention

L'intervention d'autres agents en renfort

- la situation de l'agent placé en astreinte :

Le respect de la réglementation du temps de travail et repos de l'agent

Les obligations de la collectivité

Les obligations de l'agent d'astreinte d'exploitation

Les obligations du cadre d'astreinte de décision

La protection sociale

Le remplacement de l'agent d'astreinte

- l'indemnisation des astreintes :

Indemnités d'astreintes (filière technique)

Indemnités d'astreintes (autres filières)

- l'indemnisation des interventions :

Indemnités d'intervention (filière technique)

indemnités ou repos compensateur d'intervention (autres filières)

- L'entrée en vigueur et la modification du règlement :

Date d'entrée en vigueur

Modifications du règlement

- Les textes réglementaires :

Article 2 :

Précise la définition des astreintes :

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de la collectivité.

L'astreinte est une situation de veille, elle n'est pas considérée comme du travail effectif. L'indemnité forfaitaire d'astreinte rémunère le temps de veille de l'agent, et le fait de répondre au téléphone.

L'intervention est le travail effectué pour le compte de l'administration par un agent pendant une période d'astreinte. Elle est considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail. L'indemnité d'astreinte rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé, mais ne concerne donc pas l'éventuelle intervention.

Elle se met donc en place en dehors des heures ouvrables (ou d'ouvertures des services) et ne doit pas constituer des missions de travail habituelles.

La réglementation prévoit 4 types d'astreintes, dont les deux premiers s'appliquant à toutes les catégories de personnel. L'astreinte de décision et médicale concernent exclusivement le personnel d'encadrement.

1/ Astreinte d'exploitation ou astreinte d'intervention de droit commun, situation des agents dans l'obligation de demeurer soit à leur domicile soit à proximité afin d'être en mesure d'intervenir (accidents de circulation, surveillance des infrastructures, alarmes, etc....) ;

2/ Astreinte de sécurité, agents appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de crise, déclenchement du plan communal de sauvegarde, forte tempête, inondation.....) ;

Les cas d'astreintes de sécurité définis par les décrets 2002.147 et 2002.148 ne pouvant trouver d'application dans les collectivités territoriales que très résiduellement, il revient donc à l'assemblée délibérante de définir, les modalités de leur organisation.

3/ Astreinte de décision, personnels d'encadrement pouvant être joints en dehors des heures d'activités normale afin de prendre les mesures et les dispositions nécessaires (organisation des astreintes d'exploitation et de sécurité, relation avec les élus et autorités... etc.)

4/ Astreinte médicale, personnels sanitaires (cadres de santé) devant être présent dans les structures d'accueil de la petite enfance afin de garantir la sécurité sanitaire de l'établissement et des enfants accueillis.

A ces astreintes réglementaires, peuvent s'ajouter des astreintes exceptionnelles liées à des événements ponctuels (exemple : élections, manifestations sportives ... etc.). Dans tous les cas, l'assemblée délibérante délimite, après avis du comité technique pour chaque type d'astreintes, les modalités d'organisation, de rémunération et les emplois concernés.

Article 3 :

Fixe la liste des emplois concernés par les astreintes comme suit :

Services concernés	Cas de recours aux astreintes**	Modalités d'organisation	Emplois
Toutes les directions	<u>Astreinte de décision :</u> Etre en mesure de donner les consignes nécessaires, d'organiser les interventions et d'assurer le relais avec les élus	1 cadre par astreinte hebdomadaire semaine entière sur toute l'année	Directeurs et chefs de service sur désignation

Ensemble des agents de la ville ayant les qualifications, permis et les certifications nécessaires	<u>Astreinte d'exploitation</u> : fuite d'eau – panne électrique – déclenchement alarme dans l'ensemble des bâtiments – accident sur la chaussée – éléments bloquant la circulation ou posant des problèmes de sécurité imminents – inondation etc...	2 ou 3 par astreinte hebdomadaire sur toute l'année	Agents, responsable et encadrants de proximité sur volontariat, sous réserve d'habilitation
Direction de la voirie	<u>Astreinte d'exploitation</u> : Catastrophe naturelle, déneigement ou verglas – accident sur la chaussée – éléments bloquant la circulation ou posant des problèmes de sécurité imminents	Équipe de 2 agents ou cadres minimum	Agents, ou cadres voirie ou à défaut, agents techniques ayant les permis nécessaires
Direction de la population et du guichet unique	<u>Astreinte d'exploitation de gardiennage sans logement de fonction</u> : Ouverture / fermeture de l'hôtel de ville en dehors des heures de travail, astreinte téléphonique	1 agent par astreinte Semaine entière sur toute l'année	Gardiens de l'hôtel de ville
Toutes les directions de la ville	Mobiliser une astreinte d'exploitation selon les événements de la ville la nécessitant (événements sportifs, culturels, élections, fête des associations, vœux du maire, etc...)	Défini selon le calendrier de planification des événements de la Ville	Agents, chefs de service et encadrants de proximité sous réserve permis et habilitations éventuellement nécessaires
Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance	<u>Astreinte de décision séjours et centres de vacances</u> : être en mesure de donner les consignes nécessaires ou d'organiser les interventions en cas de problème lors de séjours organisés par la ville <u>Astreinte médicale</u> : Garantir la sécurité médicale des structures de la petite enfance	1 cadre par astreinte En fonction du calendrier des séjours 1 par astreinte hebdomadaire du lundi au vendredi sur les horaires d'ouverture des structures (entre 7h00 et 19h00) sur toute l'année	Directeur, chefs de service et encadrants de proximité directrices - adjointes - coordinatrice des structures de la petite enfance (selon diplôme d'état)
Direction de la sécurité et de la prévention	<u>Astreintes de sécurité</u> : Intervention policière en cas de problème sur la voie publique en dehors des plannings de travail <u>Astreinte de décision Police Municipale</u> : être en mesure de donner les consignes nécessaires, d'organiser les interventions sur la voie publique	3 agents par astreinte hebdomadaire 1 par astreinte hebdomadaire	Agents de la police municipale cadres administratifs de la police municipale

****Liste non exhaustive dans la mesure où les interventions d'urgence imprévues devront néanmoins être assurées dès lors que la continuité du service public ou la sécurité des biens et des personnes l'impose.**

Article 4 :

Précise les modalités d'organisation et de procédure :

Un planning d'astreintes d'exploitation est établi mensuellement sur la base du volontariat. Celui-ci est affiché et diffusé aux agents concernés par les astreintes.

Toutes les directions organisatrices d'événements auront donc vocation à proposer la mise en place d'astreintes spécifiques lors des événements organisés par la ville qui le justifieront (Été au canal, vœux du Maire, Fêtes des associations, compétitions sportives, etc....). Pour les anticiper et les quantifier au mieux, un planning annuel des événements reconduits chaque année sera élaboré en fin d'année, ce qui permet en outre, d'identifier en amont les ressources humaines et matérielles nécessaires.

Une mallette contenant la procédure à suivre, le téléphone portable, les numéros de téléphone des services d'urgences, les badges et clés des différentes structures est remis aux agents et cadre de décision d'astreinte tous les lundis matins.

Les interventions pendant les astreintes relèvent uniquement de problèmes techniques urgents ou de problèmes de sécurité.

Le déclenchement des interventions se fait sur appel du gardien de la mairie ou du cadre d'astreinte de décision.

Les agents assurant les astreintes d'exploitation doivent être sur les lieux de l'intervention sans que le délai correspondant soit supérieur au temps de trajet habituel (domicile/trajet), après la réception de l'appel. Ce délai de route ne pourra pas excéder 1 heure.

Chaque lundi, l'astreinte de décision rend compte au Directeur général des services des interventions effectuées et informe ensuite, l'astreinte de décision suivante pour le suivi des interventions en cours ou qui ont eu lieu.

Il pourra être fait appel, sur décision de l'astreinte de décision, à d'autres agents en renfort si des circonstances exceptionnelles le justifient.

Contrairement aux agents sous astreinte, les agents sollicités pour intervenir en dehors des horaires du service alors qu'ils ne sont pas sous astreinte pourront faire savoir qu'ils ne sont pas disponibles au moment de la sollicitation.

Article 5 :

La collectivité a décidé, par souci d'équité, d'élargir le principe d'indemnisation des astreintes aux agents de toutes les filières.

Fixe les montants de rémunération comme suit :

Filière technique :

1 – Indemnisation des astreintes

Périodes d'astreintes	Astreintes d'exploitation	Astreintes de sécurité	Astreintes de décision
La semaine complète	159,20 €	149,48€	121,00€
Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi, inférieure à 10 heures	8,60€	8,08€	10,00
Une astreinte de nuit entre le lundi et le samedi, supérieure à 10 heures	10,75€	10,05€	10,00€
Samedi ou journée de récupération	37,40€	34,85€	25,00€
Une astreinte le dimanche ou un jour férié	46,55€	43,38€	34,85€
Une astreinte de week-end (du vendredi soir au lundi matin)	116,20€	109,28€	76,00€

2- Indemnisation des interventions en cas d'astreinte

Périodes d'intervention en cas	Nuit	Samedi	Jours de repos imposé par l'organisation	Dimanche et jour férié	Jour de semaine
--------------------------------	------	--------	--	------------------------	-----------------

d'astreinte (ou de repos programmé)			collective du travail		
Indemnité d'intervention	22€ de l'heure	22€ de l'heure	-	22,00€ de l'heure	16,00€ de l'heure

- Seuls les agents qui ne sont pas éligibles au I.H.T.S. sont concernés par l'indemnité d'intervention pendant les périodes d'astreintes.

- Les agents éligibles aux I.H.T.S. (catégorie B et C) ne peuvent bénéficier de l'indemnité d'intervention, (article 5 du décret 2015415 du 14 avril 2015).

Autres filières :

1 – Indemnisation des astreintes

Périodes d'astreintes	Une semaine d'astreinte complète	Une astreinte du lundi matin au vendredi soir	Un dimanche ou un jour férié	Une nuit de semaine	Un samedi	Une astreinte du vendredi soir au lundi matin
Indemnités d'astreinte	149,48€	45€	43,38€	10,05€	34,85€	109,28€

2 – Indemnité applicable aux interventions en cas d'astreinte

Périodes d'astreintes	Un jour de semaine	Un samedi	Une nuit	Un dimanche ou un jour férié
Indemnités d'astreinte	16,00€ de l'heure	20,00€ de l'heure	24,00€ de l'heure	32,00€ de l'heure

Légalement l'indemnisation des heures supplémentaires tout motif confondu ne peut pas dépasser 25 heures par mois sauf cas particuliers exceptionnels à prévoir en Conseil Municipal après avis du Comité technique (périodes élections, catastrophes naturelles, ...).

Article 6 :

Précise que la rémunération des astreintes ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une NBI au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction mentionnés par le décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001.

Article 7 :

Précise que les taux des indemnités seront revalorisés automatiquement, pour tenir compte de la réglementation en vigueur.

Article 8 :

Dit que les agents concernés par le dispositif d'astreinte sont les fonctionnaires ou les agents contractuels permanents de droit public.

Article 9 :

Abroge à compter de l'application de la présente délibération , les délibérations n°10 du 10 avril 1979 portant attribution de l'indemnité d'astreinte en cas de permanence à domicile de certains agents techniques communaux et n° 2004/06-32 portant création d'une astreinte de décision.

Article 10 :

Précise que le règlement intérieur des astreintes est annexé à la présente délibération et entre en vigueur le 1er septembre 2019.

Toute modification ultérieure (hors évolution réglementaire s'appliquant de plein droit) sera soumise à l'avis du Comité technique et à l'approbation de l'assemblée délibérante.

Article 11:

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2019 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAIUCHE ENSEMBLE » et Corinne BORD

La délibération est adoptée

10 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MISE EN PLACE D'UN PROTOCOLE ENTRE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC ET LE CCAS DE NOISY-LE-SEC GARANTISSANT AUX AGENTS CONCERNÉS DES CONDITIONS D'EMPLOI, DE DÉROULÉS DE CARRIÈRE ET DE RECLASSEMENT ÉVENTUEL SÉCURISÉS ENTRE LES DEUX ÉTABLISSEMENTS

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

8 agents actuellement fonctionnaires titulaires de la ville de Noisy-le-Sec, travaillent exclusivement et depuis plusieurs années pour l'établissement public administratif CCAS par mise à disposition, sur des emplois permanents justifiant d'être créés et recrutés en propre par l'établissement public administratif CCAS de Noisy-le-Sec.

Cela implique pour les agents concernés une « mutation » (de la commune à son établissement public administratif), celle-ci étant une formalité administrative puisqu'ils occupent déjà les emplois concernés au CCAS.

Il a été décidé de formaliser le cadre dans lequel ces mutations administratives entre les deux établissements interviendront en 2019 afin de sécuriser les engagements pris par ces derniers pour que cette formalité soit sans préjudice pour la carrière des agents concernés.

Dans ce cadre, un protocole portant sécurisation des parcours professionnels et carrières a été élaboré en concertation avec les organisations syndicales.

Il définit précisément les conditions et garanties dont bénéficieront les agents, et ce à toutes les étapes de leur carrière, notamment en matière de reclassement et d'accès à la mobilité.

Après échanges et négociations avec les organisations syndicales, ce protocole est étendu à l'ensemble des agents ayant mutés de la Ville au CCAS antérieurement à 2019.

Ce protocole ayant été soumis à avis du Comité Technique du 26 mars 2019 s'appliquera donc de plein droit aux quatre agents titulaires ayant mutés de la ville au CCAS au 01.01.2019, ainsi qu'aux huit agents titulaires dont la mutation entre les deux collectivités est prévue au 01.04.2019. Il s'appliquera également à tous les agents ayant fait l'objet d'une mutation de la ville de Noisy-le-Sec au CCAS antérieurement à 2019.

Il est composé de 9 articles :

- Article 1 : Principes généraux
- Article 2 : Droit à la carrière et à la rémunération
- Article 3 : Droit à la formation
- Article 4 : Absences pour raison de santé et médecine préventive
- Article 5 : Reclassement et mobilité entre établissements
- Article 6 : Discipline
- Article 7 : Droits syndicaux
- Article 8 : Évaluation
- Article 9 : Règlement intérieur

Les emplois des agents amenés à muter en 2019 de la ville de Noisy-le-Sec à l'établissement public administratif CCAS de Noisy-le-Sec seront supprimés du tableau des effectifs de la Ville après création des emplois par le Conseil d'Administration de l'établissement public administratif CCAS de Noisy-le-Sec, et mutation des agents concernés dans les conditions réglementaires habituelles.

Le protocole est annexé à la délibération.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique,

Vu l'avis du Comité technique en date du 26 mars 2019 relatif à la mise en place d'un protocole entre la ville de Noisy-le-Sec et le CCAS de Noisy-le-Sec garantissant aux agents concernés, des conditions d'emploi, de déroulé de carrière, et de reclassement éventuel sécurisés entre les deux établissements,

Considérant que 8 agents sont actuellement fonctionnaires titulaires de la ville de Noisy-le-Sec, et travaillent exclusivement et depuis plusieurs années pour l'établissement public administratif CCAS par mise à disposition, sur des emplois permanents,

Considérant que ces 8 agents justifient donc d'être recrutés en propre par l'établissement, par une « mutation » (de la commune à son établissement public administratif), celle-ci étant une formalité administrative puisqu'ils occupent déjà les emplois concernés au CCAS.

Considérant qu'après négociation avec les organisations syndicales il a été décidé d'étendre les dispositions du protocole à l'ensemble des agents ayant muté de la ville au CCAS antérieurement à 2019.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Décide de formaliser le cadre dans lequel les mutations administratives entre les deux établissements via un protocole d'accord entre les deux établissements afin de sécuriser les engagements pris par ces derniers pour que cette formalité soit sans préjudice pour la carrière des agents concernés.

Article 2 :

Décide la mise en place d'un protocole portant sécurisation des parcours professionnels et carrières qui a été élaboré en concertation avec les organisations syndicales et qui définit précisément les conditions et garanties dont bénéficieront les agents, et ce à toutes les étapes de leur carrière, notamment en matière de reclassement et d'accès à la mobilité.

Article 3 :

Ce protocole est composé de 9 articles :

- Article 1 : Principes généraux
- Article 2 : Droit à la carrière et à la rémunération
- Article 3 : Droit à la formation
- Article 4 : Absences pour raison de santé et médecine préventive
- Article 5 : Reclassement et mobilité entre établissements
- Article 6 : Discipline
- Article 7 : Droits syndicaux
- Article 8 : Évaluation
- Article 9 : Règlement intérieur

Article 4 :

Ce protocole s'applique de plein droit aux quatre agents titulaires ayant mutés de la Ville au CCAS au 01.01.2019, ainsi qu'aux huit agents titulaires dont la mutation entre les deux collectivités est prévue au 01.04.2019. Il s'appliquera également à tous les agents ayant fait l'objet d'une mutation de la ville de Noisy-le-Sec au CCAS antérieurement à 2019.

Article 5 :

Précise que les emplois des agents amenés à muter en 2019 de la Ville de Noisy-le-Sec à l'établissement public administratif CCAS de Noisy-le-Sec seront supprimés du tableau des effectifs de la Ville après création des emplois par le Conseil d'Administration de l'établissement public administratif CCAS de Noisy-le-Sec, et mutation des agents concernés dans les conditions réglementaires habituelles.

Le protocole est annexé à cette délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAIUCHE ENSEMBLE » et Corinne BORD

La délibération est adoptée

11 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

ZAC DE L'OURCQ - ACQUISITION D'UN DOMAINE PUBLIC APPARTENANT À LA SNCF

Rapporteur : Madame Yveline JEN

Le projet de la ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq prévoit une adaptation des espaces publics sur le secteur de cette opération d'aménagement, dans le but d'améliorer le cadre de vie des actuels et futurs habitants de ce quartier. Plus spécifiquement, la ZAC prévoit l'extension du quartier des Cinéastes (dit de la Sablière) sur des emprises appartenant aujourd'hui à la SNCF.

Cette extension implique la création d'espaces publics supplémentaires et le transfert de certains espaces du domaine public appartenant à la SNCF. La présente délibération vise le cas spécifique de la venelle qui relie l'avenue Gallieni à la rue Jean Renoir en longeant l'école Jean Renoir (voir localisation en annexe) et qui se dénomme désormais Lino Ventura. Cette venelle est certes déjà ouverte au public, mais elle appartient à la SNCF et est de domanialité publique ferroviaire. Il est donc prévu qu'elle soit cédée à la Ville et incorporée dans son domaine public, afin de mettre en conformité son statut foncier et son usage.

Cette emprise de terrain sera acquise par la Ville à un prix conforme à l'estimation réalisée par France Domaines.

Sous réserve de la délibération du Conseil municipal, une promesse de vente sera signée dès cette année et l'acquisition sera finalisée en 2020.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver l'acquisition de cette emprise de terrain, à détacher de la parcelle cadastrée J 63, d'une superficie d'environ 471 m², au prix de 47 100 € HT, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tout acte ou pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le plan de cession dressé le 22 janvier 2018 et modifié le 18 mai 2018, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis du Domaine sur la valeur vénale, en date du 11 juillet 2018, annexé à la présente délibération,

Considérant le projet d'aménagement de la ZAC du Quartier durable de la plaine de l'Ourcq, incluant une diminution de l'emprise appartenant à SNCF Réseau sur le quartier des cinéastes,

Considérant que ledit projet implique de faire muter du domaine public de SNCF Réseau en domaine public communal,

Considérant par conséquent le besoin que la Ville acquière ce domaine public,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Une emprise de terrain, appartenant au domaine public de SNCF Réseau, d'une superficie d'environ 471 m², identifiée en vert sur le plan de cession annexé et appartenant à la future parcelle section J n°63 p, sera acquise par la ville de Noisy-le-Sec.

Article 2 :

Le prix de l'acquisition est de 47 100 € HT (taux de TVA applicable au jour de la cession).

Article 3 :

Dit que les dépenses liées à cette acquisition seront inscrites au budget de la Ville.

Article 4 :

Dit que les frais d'actes seront à la charge de la Ville.

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

12 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

JARDINS PARTAGÉS DE LA ZAC DE L'OURCQ - APPROBATION DE LA CONVENTION TRIPARTITE AVEC ICF ET LE SENS DE L'HUMUS

Rapporteur : Monsieur Bernard GIRAULT

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq, un projet de jardins partagés est développé le long de la venelle Lino Ventura, dans le quartier des Cinéastes (dit de la Sablière).

Ces jardins sont mis à disposition gratuitement des habitants, pour qu'ils puissent venir y cultiver leur potager.

Cette mise en place se fait en deux temps :

- Une première partie vient d'être livrée, en mars. Elle longe l'arrière de l'école Jean Renoir, en bordure de la venelle Lino Ventura.
- Une seconde partie sera livrée une fois que la démolition des bâtiments SNCF aura eu lieu, concomitamment aux travaux du lot S8 de la ZAC. Cette seconde partie longera également la venelle Lino Ventura, qui sera élargie pour permettre la création des jardins.

(L'annexe 2 présente un plan qui localise les deux phases d'aménagement des jardins)

La création de jardins partagés apporte de nombreux atouts à un quartier. C'est d'abord l'occasion de créer du lien social ; les gens qui se retrouvent pour jardiner le font souvent en famille, ils apprennent à connaître leurs voisins, à échanger de bonnes pratiques, et au bout du compte à développer une animation dans le quartier. En effet ce lien social ne bénéficie pas seulement aux jardiniers ; il crée une forme d'occupation de l'espace public, bienveillante, et même sécurisante. Un lieu qui aurait pu n'être qu'un espace à l'écart se retrouve au contraire être un lieu de vie et de rencontre.

Les jardins partagés, en plus d'apporter une nourriture saine à ceux qui les cultivent, doivent également se penser comme un projet paysager. Les plantations qui pousseront bientôt le long de l'allée Lino Ventura embelliront le quartier.

Pour que le projet de jardins partagés soit une réussite, il ne suffisait pas d'aménager une bande de terre et de laisser la population s'en saisir. L'expérience montre qu'il est nécessaire de se faire accompagner par une association spécialisée sur le sujet, qui est là pour créer une dynamique. C'est dans cette perspective que la Ville a décidé de travailler avec l'association Le Sens de l'Humus, qui sera là pour aider les habitants à apprendre à jardiner mais également à s'organiser (taille des parcelles, répartition entre les jardiniers, éventuelle création d'une association...).

La constitution du premier groupe de jardiniers s'est faite en 2018, via des réunions publiques et des réunions avec le tissu associatif du quartier des Cinéastes. Étant donné le grand nombre d'inscriptions, une sélection a dû être opérée (basée sur la proximité aux jardins et la date de l'inscription). Les personnes qui n'ont pas été retenues ont été positionnées sur une liste d'attente. Une fois que le groupe aura gagné en autonomie, l'adhésion de nouveaux jardiniers sera examinée, en tenant compte de cette liste d'attente.

Tout au long de l'année 2019, 14 ateliers de jardinage seront animés par Le Sens de l'Humus. L'association se chargera également de fournir le nécessaire pour jardiner, tel que les plants, les semences et les outils.

Dans le cadre de la gestion urbaine de proximité, ICF Habitat la Sablière a accepté de co-financer l'intervention du Sens de l'Humus. La présente délibération vise ainsi à autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer une convention de partenariat tripartite (cf. annexe 1) entre ICF, la Ville et Le Sens de l'Humus, qui définit précisément le contenu de l'intervention du Sens de l'Humus et qui précise la répartition du financement entre ICF et la Ville.

La clé de répartition du financement (55 % par ICF, 45 % par la Ville) a été élaborée en tenant compte du nombre de jardiniers habitant dans le parc social d'ICF.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la convention de partenariat (annexe 1) et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention de partenariat annexée à la présente délibération,

Considérant le projet d'aménagement de la ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq, incluant la création de jardins partagés,

Considérant le besoin d'encadrer l'intervention des premiers habitants sur les jardins partagés et de les former au jardinage,

Considérant que l'association « Le Sens de l'Humus » a été retenue pour accomplir ce travail auprès des habitants,

Considérant la volonté d'ICF Habitat la Sablière d'accompagner la Ville dans le développement de ces jardins partagés,

Considérant le besoin de préciser dans une convention de partenariat les modalités d'intervention du Sens de l'Humus, sous l'encadrement d'ICF Habitat la Sablière et de la ville de Noisy-le-Sec, et les modalités de financement de cette intervention,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la convention de partenariat, annexée à la présente délibération, ayant pour objet de définir les modalités d'intervention du Sens de l'Humus dans le développement de jardins partagés, sous l'encadrement d'ICF Habitat la Sablière et de la ville de Noisy-le-Sec, et de préciser les modalités de financement de cette intervention.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention de partenariat.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

13 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

APPROBATION DE LA CONVENTION DE GESTION DES POINTS D'APPORTS VOLONTAIRES ENTERRÉS (PAVE) ENTRE LA VILLE, EST-ENSEMBLE ET LOGIREP, DANS LE CADRE DU PROJET ANRU DU LONDEAU

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Le projet de rénovation urbaine du quartier du Londeau dont la convention de financement a été signée le 8 février 2008 arrive à achèvement.

Parmi les travaux réalisés, ont eu lieu et ont été livrés :

- la démolition partielle de barre Verlaine,
- l'aménagement d'une sente piétonne de la rue de Brément vers la rue Paul Verlaine,
- le prolongement de la rue Paul Verlaine et son ouverture à la circulation,
- la construction de logements neufs, locatifs sociaux et en accession sociale.

Dans une logique de propreté urbaine et d'amélioration du cadre de vie, le projet d'aménagement global a prévu et permis l'installation de Points d'Apport Volontaires Enterrés (PAVE), pour la collecte des déchets et ordures ménagères. Les points d'apport volontaire installés sont destinés à la collecte des déchets des immeubles du Bailleur LOGIREP pour les adresses suivantes : 1, 3, 4, 6, 5, 7, 15, 17 rue Paul Verlaine.

L'article L.5219-5 du code général des collectivités territoriales prévoit que l'établissement public territorial, en lieu et place de ses communes membres, exerce de plein droit les compétences en matière de « *Gestion des déchets ménagers et assimilés* ».

Pour des raisons techniques (encombrements du sous-sol avec les réseaux) et pratiques (proximité de l'apport par les locataires et de la collecte par le prestataire), ces points d'apport volontaire enterrés et installés sur le domaine public de la Commune.

Les parties, reconnaissant l'intérêt commun représenté par l'utilisation de ces équipements, il a été convenu qu'une convention de gestion vienne fixer les conditions de mise en œuvre juridiques, techniques et financières pour la collecte et l'entretien des points d'apport volontaire enterrés nécessaires à la collecte des ordures ménagères, des emballages et papiers recyclables et du verre, situés sur domaine public.

C'est à ce titre qu'une convention tripartite, entre Est Ensemble, le bailleur social LOGIREP et la ville de Noisy-le-Sec a été élaborée. Celle-ci précise les rôles et responsabilités de chacun, que ce soit sur les questions de collecte, de nettoyage et d'entretien, et de participation logistique à la bonne utilisation des Points d'Apports Volontaires Enterrés.

Le Conseil municipal est donc sollicité pour approuver la convention de gestion et autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, ce document tripartite ainsi que toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5219-5, prévoyant exercice de plein droit des compétences en matière de « *Gestion des déchets ménagers et assimilés* » à l'Établissement Public Territorial Est Ensemble,

Vu les statuts de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble,

Vu la convention du projet de rénovation urbaine signée le 5 février 2008,

Considérant le projet de rénovation urbaine (ANRU 1) mis en œuvre sur le quartier du Londeau,

Considérant l'installation de 19 points d'apport volontaire sur la rue Paul Verlaine,

Considérant l'emplacement de ces points d'apport volontaire sur futur domaine public, et la nécessité de régir les règles d'entretien et de collecte pour un fonctionnement optimal, entre la Ville, propriétaire du foncier, l'Établissement Public Territorial Est Ensemble, compétent en matière de collecte et de valorisation des déchets, et LOGIREP, bailleur social, dont les locataires seront les uniques usagers du nouveau matériel,

Considérant la mise en service prochaine des points d'apport volontaire de collecte de déchets, participant à l'amélioration de la gestion des ordures ménagères sur le quartier,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la convention sur la collecte et l'entretien des points d'apport volontaires enterrés sur le quartier du Londeau,

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention sur la collecte et l'entretien des points d'apport volontaire enterrés sur le quartier du Londeau,

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

14 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CO-FINANCEMENT VILLE - LOGIREP DANS LE CADRE DE LA RÉGULARISATION FONCIÈRE DU QUARTIER DU LONDEAU

Rapporteur : Madame Yveline JEN

Le projet de rénovation urbaine du quartier du Londeau dont la convention de financement ANRU a été signée le 8 février 2008 arrive à son achèvement.

Parmi les travaux réalisés, ont eu lieu et ont été livrés :

- la démolition partielle de barre Verlaine,
- l'aménagement d'une sente piétonne de la rue de Brément vers la rue Paul Verlaine,
- le prolongement de la rue Paul Verlaine et son ouverture à la circulation,
- la construction de logements neufs, locatifs sociaux et en accession sociale.

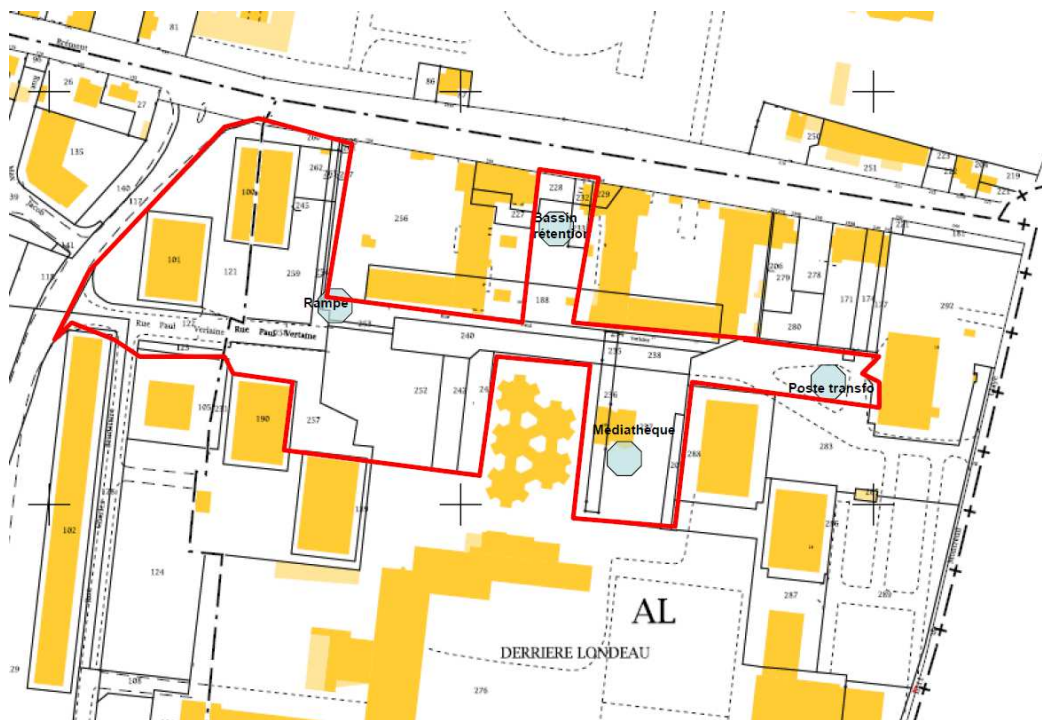
Ces travaux ont été réalisés en co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville et la SA HLM LOGIREP dans un souci de coordination d'ensemble et de démarche partenariale.

En amont du démarrage des travaux, un protocole foncier relatif à l'opération de rénovation urbaine du Londeau avait été signé en février 2012 entre la ville de Noisy-le-Sec et la SA HLM LOGIREP, afin de déterminer les règles de transactions foncières à l'achèvement des opérations.

En vertu de ce protocole, la ville de Noisy-le-Sec et la SA HLM LOGIREP entrent désormais dans une phase de clarification du foncier en s'appuyant sur les aménagements réalisés (voirie, îlots résidentialisés, équipements publics...), devant permettre de procéder aux échanges qui s'imposent et mettre en adéquation le statut juridique du foncier et son usage d'une part, la mise en place de servitudes pour les concessionnaires et gestionnaires d'autre part.

A cet effet, un professionnel de l'ordre des géomètres expert doit être désigné pour délimiter les différentes propriétés suite aux travaux et réaliser un nouveau plan de division parcellaire.

Le périmètre de la prestation tient compte du fait du NPNRU et n'intègre pas le secteur Baudelaire, qui fera l'objet d'une intervention ultérieure. Le périmètre est donc le suivant :



Le protocole foncier signé en février 2012 stipule que « *la répartition des frais de géomètre entre la ville de Noisy-le-Sec et LOGIREP se fera au prorata des terrains concernés avant le remembrement et les régularisations foncières* ».

C'est à ce titre qu'une convention de co-financement de la mission de géomètre a été élaborée. Elle permet de fixer les modalités de répartition de la prise en charge financière de la mission, estimée à 9 430 € H.T. (soit 11 316 € TTC).

Celle-ci précise les rôles et responsabilités de chacun dans la mission et prévoit une répartition financière de la mission comme suit :

- A charge de la SA HLM LOGIREP : 60 % du montant de la mission, soit un montant maximum de 5 658 € H.T. / 6 789 € T.T.C.
- A charge de la ville de Noisy-le-Sec : 40 % du montant de la mission, soit un montant maximum de 3 772 € HT / 4 526 € T.T.C.

En cas de coût de prestations revus à la baisse, la répartition du financement se fera au prorata convenu de la présente convention. En cas de hausse des coûts de prestation, les modalités de financements feront l'objet d'un avenant conclu entre les deux parties.

Le Conseil municipal est donc sollicité pour approuver la convention de co-financement de la mission de géomètre dans le cadre de la régularisation foncière du projet ANRU du quartier du Londeau et autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce document bi-partite.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention du projet de rénovation urbaine signée le 5 février 2008,

Vu le protocole foncier signé entre la ville de Noisy-le-Sec et la SA HLM LOGIREP en 2012,

Considérant le projet de rénovation urbaine (ANRU 1) mis en œuvre sur le quartier du Londeau,

Considérant que les travaux du projets ANRU 1 ont été réalisés sous co-maîtrise d'ouvrage de la ville de Noisy-le-Sec et de la SA HLM LOGIREP dans un souci de coordination et de partenariat,

Considérant que le protocole foncier prévoit une répartition financière des dépenses relatives à la régularisation foncière nécessaire à la finalisation des travaux,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la convention de co-financement de la mission de géomètre relative aux rétrocessions foncières dans le cadre du projet ANRU du Londeau

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de co-financement de la mission de géomètre relative aux rétrocessions foncières dans le cadre du projet ANRU du Londeau

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	10	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » et GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	32	MAJORITÉ MUNICIPALE ET Corinne BORD

La délibération est adoptée

15 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

RÉTROCESSION DE LA RUE DU PRINTEMPS DE PRAGUE

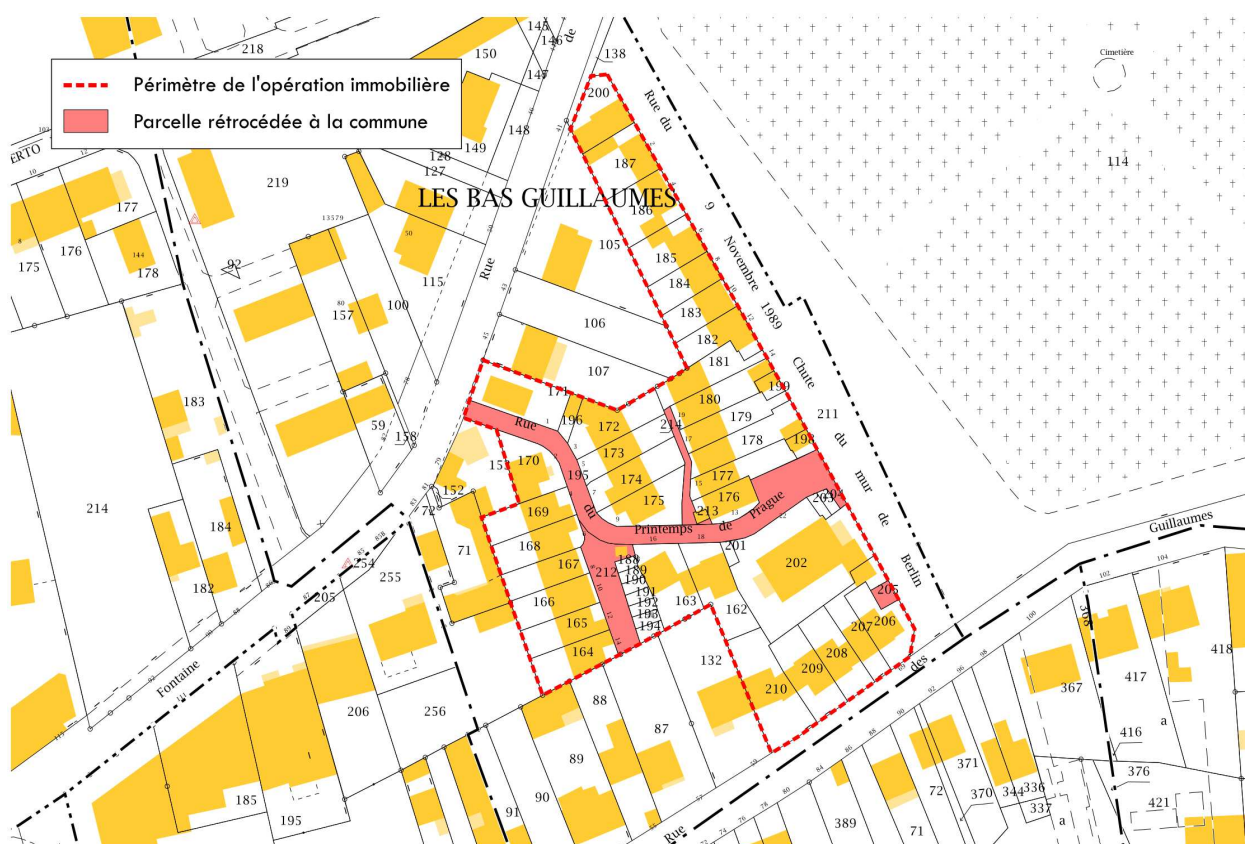
Rapporteur : Madame Yveline JEN

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Guillaumes, l'opération du « Domaine de la Fontaine », réalisée par l'opérateur NEXITY a été livrée au cours de l'année 2007.

Située entre les rues de la Fontaine, du 9 Novembre 1989 et des Guillaumes, cette opération de 39 logements collectifs et individuels comportait également la création de la rue du Printemps de Prague, voie nouvelle permettant la desserte des logements situés en cœur d'îlot.

Le projet initial prévoyait que les emprises suivantes seraient ainsi rétrocédées à la commune, à l'euro symbolique :

- la rue du Printemps de Prague, parcelle AY N°195,
- deux stationnements situés sur la rue du 9 novembre 1989, parcelle AY n°205
- une allée piétonne, parcelle AY n°214,
- une impasse, parcelle AY n°212.



La SCI NOISY LE SEC DOMAINES, société créée à l'initiative de l'opérateur NEXITY dans le cadre de ce programme immobilier et la Ville ont ainsi convenu d'une cession desdites parcelles à l'euro symbolique au profit de la commune afin de permettre la mise en cohérence du statut foncier de cette voie et de son usage.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition des parcelles cadastrées section AY n°195, 205, 212 et 214, à l'euro symbolique
- d'affecter, suite à cette acquisition, ces parcelles au domaine public communal,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les parcelles cadastrées section AY n°195, 205, 212 et 214 constituant respectivement: la rue du Printemps du Prague, deux places de stationnement et deux voies de desserte des logements,

Considérant que la rue du Printemps de Prague et les voies de desserte de certains logements possèdent actuellement le statut de voies privées et sont, à ce jour, propriétés de la SCI NOISY LE SEC DOMAINES,

Considérant que la rue du Printemps de Prague constitue la desserte unique de certains logements de l'opération « Le Domaine de la Fontaine »,

Considérant que le prix de cession desdites parcelles, à l'euro symbolique dont ont convenu les parties, se situe hors du champ réglementaire de l'évaluation domaniale,

Considérant la nécessité d'affecter ces parcelles au domaine public de la commune,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Les emprises suivantes seront acquises par la ville de Noisy-le-Sec auprès de la SCI NOISY LE SEC DOMAINES :

- la rue du Printemps de Prague, parcelle AY N°195,
- deux stationnements situés sur la rue du 9 novembre 1989, parcelle AY n°205
- une allée piétonne, parcelle AY n°214,
- une impasse, parcelle AY n°212.

Article 2 :

Cette acquisition sera finalisée à l'euro symbolique.

Article 3 :

Dit que les frais d'actes seront à la charge de la ville, acquéreur du bien.

Article 4 :

Une fois l'acquisition desdites parcelles réalisée, celles-ci seront affectées au domaine public routier communal.

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE et Corinne BORD

La délibération est adoptée

16 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

RÉTROCESSION DE L'ALLÉE DES ARTISTES

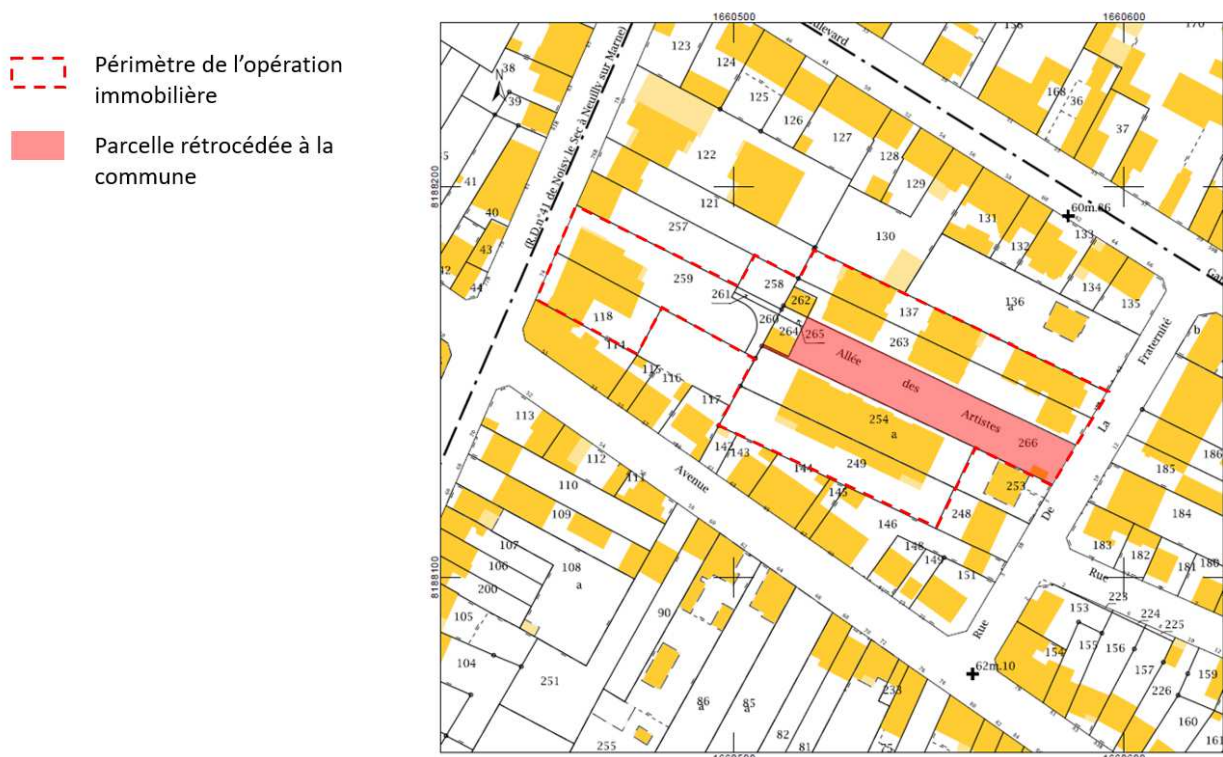
Rapporteur : Madame Yveline JEN

L'opération de « L'Allée des Artistes », réalisée par l'opérateur COGEDIM a été livrée au cours de l'année 2013.

Située entre la rue de la Fraternité et le boulevard Michelet, cette opération de 64 logements collectifs et individuels comportait également la création de l'impasse « Allée des Artistes », voie nouvelle permettant la desserte des logements situés en cœur d'îlot.

Il avait été convenu, à l'époque, que la parcelle délimitant l'impasse « Allée des Artistes » serait rétrocédée à la Commune. Il s'agit de la parcelle cadastrée section AF n°266.

La SCI FRATERNITE MICHELET, société créée à l'initiative de l'opérateur COGEDIM dans le cadre de ce programme immobilier, et la Ville ont ainsi convenu d'une cession de cette parcelle à l'euro symbolique au profit de la Commune. Cette cession permettra de mettre en cohérence le statut foncier de cette impasse et son usage.



Il est donc demandé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée section AF n°266, pour l'euro symbolique
- d'affecter, suite à cette acquisition, la parcelle au domaine public routier communal,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la parcelle cadastrée section AF n°266, d'une contenance de 590 m², constituant l'impasse Allée des Artistes,

Vu le permis de construire valant division référencé PC 93053 10 B0020 et ses modificatifs délivrés respectivement le 15 novembre 2010, le 18 mars 2011 et le 27 janvier 2014 au profit de la SCI FRATERNITÉ MICHELET visant à la construction d'un ensemble immobilier de 64 logements (4 immeubles collectifs, 4 maisons individuelles et 2 boxes) ainsi que la création d'une nouvelle voirie (impasse) pour la desserte des nouvelles constructions sur une emprise foncière globale de 3 589 m²,

Vu la délibération du Conseil municipal n°2013-06-25 en date du 27 juin 2013 portant dénomination de l'impasse « Allée des Artistes »,

Considérant que l'impasse Allée des Artistes possède actuellement le statut de voie privée,

Considérant que l'impasse Allée des Artistes constitue la desserte unique de certains logements de l'opération SCI FRATERNITE MICHELET,

Considérant que le prix de cession desdites parcelles, à l'euro symbolique dont ont convenu les parties, se situe hors du champ réglementaire de l'évaluation domaniale,

Considérant la nécessité d'affecter cette parcelle au domaine public routier de la Commune,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

L'impasse Allée des Artistes, cadastrée section AF n°266, sera acquise par la ville de Noisy-le-Sec.

Article 2 :

Cette acquisition sera finalisée à l'euro symbolique.

Article 3 :

Dit que les frais d'actes seront à la charge de la Ville, acquéreur du bien.

Article 4 :

Une fois l'acquisition de la parcelle cadastrée section AF n°266 réalisée, celle-ci sera affectée au domaine public routier communal.

Article 5 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » et Corinne BORD
POUR :	31	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

17 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

AVIS DE LA VILLE RELATIF AUX DEUX ENQUÊTES PUBLIQUES MENÉES SUR LA LIGNE 15 EST DU MÉTRO DU GRAND PARIS EXPRESS

Rapporteur : Monsieur Olivier DELEU

Dans le cadre du projet de la ligne 15 Est du Grand Paris Express, du 15 mars au 15 avril inclus se tient une enquête publique relative, d'une part, à la demande d'autorisation environnementale relevant de la loi sur l'eau et, d'autre part, à la dérogation pour atteinte à des espèces protégés (article L411-2 du code de l'environnement).

Par ailleurs, du 8 au 26 avril 2019 inclus, se tient une enquête parcellaire qui vise notamment à permettre l'acquisition du Comptoir Général des Fontes et Plastiques. Cette entreprise sera relocalisée pour permettre la construction en lieu et place de la gare du Pont de Bondy.

La tenue de ces deux enquêtes est une bonne nouvelle, car cela témoigne de l'avancement du projet de cette ligne de métro.

Toutefois, cela ne doit pas nous faire oublier le retard considérable que la ligne 15 Est a pris. La gare du Pont de Bondy devait initialement être inaugurée en 2025. En février 2018, le gouvernement a malheureusement annoncé un report à 2030. Nous courrons par ailleurs le danger de reports supplémentaires. Les projets de transport en sont malheureusement coutumiers.

Le report de calendrier d'un projet de transport n'est jamais anodin. Car l'arrivée d'une nouvelle ligne de métro signifie toujours le réaménagement et la revitalisation du tissu urbain environnant.

Toutes les collectivités qui seront desservies par la ligne 15 avaient pris l'État au mot, relevé le défi et s'étaient donc préparées à l'arrivée de cette nouvelle desserte de transport. L'État avait exigé un effort de construction de logements, les collectivités avaient répondu présentes. Tout était donc prêt. Mais c'est finalement l'État qui n'a pas tenu sa parole, l'État qui met à mal les équilibres budgétaires de nos opérations. Ce sera par contre aux communes, comme d'habitude, d'expliquer aux nouveaux habitants que leur métro, promis à la livraison de leur logement, n'arrivera finalement que cinq ans plus tard, au mieux.

Ce retard se conjugue par ailleurs avec des coupes budgétaires sur le projet.

La somme de 100 millions d'euros avait été promise par la Société du Grand Paris, pour reconfigurer complètement les espaces publics du Pont de Bondy. Cette promesse n'a pas été tenue, et nous courrons toujours le risque que des économies supplémentaires soient faites au détriment du projet.

L'ensemble des collectivités concernées par ce report se sont réunies en association (l'« Association de promotion de la ligne 15 Est du Grand Paris Express » - dite « l'APL-15 »). Laurent Rivoire, aux côtés de quinze autres élus, en est l'un des membres fondateurs. Le travail mené par cette association permet d'assurer une pression constante sur l'État et la Société du Grand Paris, pour que nos territoires ne soient pas lésés et que le nouveau calendrier annoncé soit bel et bien respecté.

La présente délibération a vocation à rappeler la détermination de la ville de Noisy-le-Sec à exiger l'arrivée de la ligne 15 Est en temps et en heure, sans réduction de la qualité du projet, requalification des espaces publics incluse.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2017-0325 du 13 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation de la ligne 15 Est du réseau complémentaire du transport public du Grand Paris Express entre la gare de Saint-Denis Pleyel et la gare de Champigny Centre ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2019-0376 du 8 février 2019 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale relevant de la loi sur l'eau et à la dérogation pour atteinte à des espèces protégées, concernant la création et l'exploitation de la ligne 15 Est du réseau de transport du Grand Paris Express reliant les gares de Saint-Denis Pleyel (exclue) et de Champigny Centre (exclue) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-0417 du 14 février 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire portant sur des emprises en surface et en tréfonds à acquérir en vue de la réalisation de la ligne 15 Est du réseau du Grand Paris Express entre les gares de Saint-Denis Pleyel (exclue) et de Champigny Centre ;

Vu l'annonce du Premier Ministre, le 22 février 2018, de reporter la livraison de la ligne 15 Est de 2025 à 2030,

Considérant le caractère inadmissible de ce report de calendrier, au vue de son impact pour les collectivités et les population concernées,

Considérant la nécessité que la construction de la gare du Pont de Bondy s'accompagne d'un traitement ambitieux et qualitatif des espaces publics environnements,

Proposition de Madame BORD pour amender le projet de notice et de délibération :

Amendement 1 - §6 après ligne 1

Au regard du plan détaillé par courrier de M. Thierry Dallard à l'attention du Premier Ministre en date du 21 décembre, 2,6 Milliards d'euros d'optimisation proposées sont faites sur les lignes de la Seine-Saint-Denis et 0,8 milliards sont annoncés sur la ligne 15, soit 30% de ces économies.

Par ailleurs, sont particulièrement identifiés les aménagements de conception des gares.

Amendement 2 – fin§6

La Ville déplore déjà le renoncement dans la réalisation du couloir de liaison entre la ligne 15 et la ligne 5.

Amendement 3 – article 4

La Ville demande que l'ambition affichée en matière d'équipement, de desserte et d'intégration urbaine dans la réalisation de la gare du Pont de Bondy, gare emblématique de la ligne, soit maintenue et préservée.

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE et Corinne BORD

L'amendement est adopté

DÉLIBÈRE

Article 1 :

La Ville exprime tout son mécontentement face au report du calendrier et aux menaces permanentes de coupes budgétaires.

Article 2 :

La Ville exige l'engagement de l'État et de la Société du Grand Paris à travailler avec une posture de dialogue et en toute transparence avec l'ensemble des collectivités concernées.

Article 3 :

La Ville demande que la Société du Grand Paris soit dotée de moyens humains et matériels suffisants pour piloter le projet dans de bonnes conditions, en intelligence avec l'ensemble des acteurs concernés.

Article 4 :

La Ville demande le maintien de la qualité de traitement des espaces publics et rappelle que le déplacement de la gare n'avait été accepté par Est Ensemble, Bondy, Bobigny et Noisy-le-Sec qu'à condition que les économies réalisées (100 millions d'euros) soient réutilisées pour améliorer le cadre urbain dans lequel la gare s'insérera.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	4	GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE et Corinne BORD

La délibération est adoptée

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES TERRES DÉGAGÉES PAR LA RATP SUR LE CHANTIER DU TUNNELIER DU PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Dans le cadre du prolongement de la ligne 11 du métro à Rosny-Bois-Perrier, la RATP a élaboré dès la phase Avant-Projet un schéma directeur des déblais. Dans cette étude, des solutions de comblements d'anciennes carrières pour mise en sécurité des aménagements existants ont été identifiées avec les services de la Ville notamment concernant l'ancienne carrière présente sous le parc Huvier de notre commune.

Le contrat conclu entre la RATP et le groupement d'entreprise ALLIANCE prévoit une moins-value de 2378,71 euros HT par mètre linéaire de terrassement de tunnel circulaire (soit 36,357 euros HT de m³ de terrain en place à excaver) dans le cas où les déblais du tunnelier sont transportés par mode routier et déchargés vers une plateforme mise à disposition à moins de 8km du chantier de la RATP situé avenue Gabriel Péri à Rosny-sous-Bois.

Le parc Huvier étant situé dans ce périmètre géographique, il est donc possible à la RATP d'appliquer cette moins-value au groupement ALLIANCE et à celui-ci de transporter et de livrer les déblais vers la plateforme mise à disposition par la ville de Noisy-le-Sec.

Dans un souci de compliance et de transparence total avec les financeurs du projet de prolongement de la ligne 11, il a été envisagé une rétrocession financière intégrale de cette moins-value via une convention de partenariat entre la RATP, Maître d'ouvrage du prolongement de la ligne 11, et la ville de Noisy-le-Sec, propriétaire du terrain surplombant l'ancienne carrière à combler ;

Outre, la rétrocession financière verser à la Ville, cette convention décrira notamment les modalités techniques et temporelles de cet accord.

Les quantités estimées sont d'environ 17 400 m³ de volume de carrières à combler. La contrepartie financière finale étant déterminée par la quantité de matériau qui sera effectivement livrée sur le site représente une estimation de 12 000 m³ à 16 000 m³ de matériau en place à excaver pour la RATP suivant le coefficient de foisonnement qui sera constaté à l'issue des travaux d'excavation.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la convention de partenariat et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à la signer.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention annexée à la présente délibération,

Considérant l'opération de prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et l'élaboration en phase d'Avant-Projet d'un schéma directeur des déblais par la RATP,

Considérant que des solutions de comblement d'anciennes carrières pour mise en sécurité des aménagements existants ont été identifiées avec les partenaires locaux du projet de prolongement,

Considérant que le chantier du tunnel souterrain du prolongement de la ligne 11 doit engendrer environ 200 000 m³ de terres excédentaires provenant du percement du tunnel circulaire réalisé au tunnelier, et dont l'ensemble des terres excavées sera disponible au niveau du puits principal dit 'La Dhuys' à hauteur du 155 avenue Gabriel Péri à Rosny-sous-Bois,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec envisage de rénover l'ensemble du parc Huvier et que ce projet nécessite au préalable le comblement de carrières situées sous le stade, avec un besoin estimé à 17 400 m³,

Considérant que la RATP, maître d'ouvrage de l'opération, et la ville de Noisy-le-Sec se sont rapprochées pour convenir des modalités financières ainsi que des conditions d'apport des terres excavées par le tunnelier sur le site désigné par la Ville.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la convention relative à la mise à disposition des terres dégagées par la RATP sur le chantier du tunnelier du prolongement de la ligne 11.

Article 2 :

Dit que la recette est inscrite au budget 2019 à l'imputation 7718 « recettes exceptionnelles ».

Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à la signer.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
POUR :	36	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » et Corinne BORD

La délibération est adoptée

19 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE

APPROBATION DE LA CONVENTION D'ADHÉSION À LA CENTRALE D'ACHAT DU SIFUREP

Rapporteur : Madame Laurence CORDEAU

Le Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne, a été créé en 1905 avec pour mission principale la gestion de la délégation du service public extérieur des pompes funèbres qui permet aux familles de bénéficier de tarifs négociés, auprès de l'entreprise de Pompes Funèbres délégataire, pour organiser des funérailles.

Le SIFUREP assure aussi la gestion déléguée sur le territoire de deux chambres funéraires (situés à Nanterre et Montreuil) et de 5 crématoriums (situés Nanterre, Arcueil, Clamart, Montfermeil et Champigny-sur-Marne) et prend en charge financièrement pour le compte de la Commune l'inhumation des personnes indigentes décédées sur son territoire.

LE SIFUREP compte aujourd'hui cent communes membres dont la commune de Noisy-le-Sec.

Les nouvelles obligations légales dans le domaine funéraire, l'évolution des pratiques et des rites funéraires (par exemple plus de 30% de crémations en région île-de-France) ainsi que les enjeux environnementaux, sociaux et patrimoniaux ont conduit certaines communes à entamer une réflexion globale sur leurs cimetières. La place à leur donner dans le tissu urbain toujours plus dense, la politique funéraire à développer au regard des coûts d'aménagement ou d'équipements, la gestion à améliorer, sont autant d'éléments qui questionnent les villes.

Face à tous ces questionnements, il est rapidement apparu l'intérêt de mutualiser les prestations touchant à la gestion des cimetières afin d'en maîtriser les coûts. Le comité syndical du SIFUREP a donc créé dans ce but une centrale d'achat le 30 juin 2011 à laquelle 50 communes ont déjà adhéré.

Les marchés lancés par la centrale d'achat traitent des reprises administratives de sépultures, des plans de reprises, de l'informatisation des cimetières ou de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement, la restauration du patrimoine funéraire ou l'entretien des espaces verts des cimetières. De nouveaux marchés tels que le transport avant mise en bière pour les décès naturels sont actuellement en cours de rédaction.

Les communes adhérentes à la centrale d'achat choisissent, chaque année, de soumissionner uniquement aux marchés qui les intéressent en fonction de leurs besoins et ne payent que pour les marchés auxquels elles soumissionnent.

La mise en place de tels marchés est un exercice complexe. La rédaction des CCAP et des CCTP, l'analyse des offres, la mise au point des marchés requièrent une expertise technique et juridique funéraire spécifique. Le SIFUREP lance pour le compte de ses adhérents, des consultations mutualisées en fonction des besoins de ses membres. Les marchés sont des marchés à bon de commande sans montant maximum ni minimum. Il n'y a jamais aucune obligation de commander des prestations, chaque ville reste maître de son budget, et n'est engagée que par les bons de commande qu'elle émet elle-même.

La centrale d'achat du SIFUREP apporte aux collectivités adhérentes une expertise qui permet de tirer la meilleure partie des évolutions techniques, économiques et juridiques avec pour objectif de faire réaliser des économies d'échelle à chaque collectivité grâce à l'effet quantitatif des marchés négociés.

La centrale d'achat est aussi l'occasion de partager, comparer les expériences et les bonnes pratiques déployées par les différentes collectivités adhérentes.

Le coût annuel d'adhésion à la centrale d'achat du SIFUREP est de 900€ (participation aux frais fixes du syndicat) auquel s'ajoute une participation additionnelle de 450€ par marché souscrit et une participation spécifique pour l'assistance à la passation des marchés publics de 400€ par demi-journée d'assistance. Ces participations sont révisées chaque année.

Pour la ville de Noisy-le-Sec, en 2019, l'adhésion ne concernera que le marché de transport de corps avant mise en bière pour les décès naturels soit un coût annuel de 1 350€ (900 + 450).

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la convention d'adhésion à la centrale d'achat du SIFUREP jointe.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la commande publique,

Vu les statuts du SIFUREP et notamment son article 3,

Vu la délibération du comité du SIFUREP n°2011-06-26 du 30 juin 2011 relative à la décision d'ériger le SIFUREP en centrale d'achat au profit de ses adhérents,

Vu la délibération du comité SIFUREP n°2013-12-21 du 5 décembre 2013 relative à la modification de la délibération n°2011-06-26 du 30 juin 2011 relative à la décision d'ériger le SIFUREP en centrale d'achat,

Vu la délibération du comité SIFUREP n°2016-06-26 du 9 juin 2016 relative à la modification de la délibération n°2011-06-26 du 30 juin 2011 relative à la décision d'ériger le SIFUREP en centrale d'achat,

Vu la délibération du comité SIFUREP n°2018-12-37 du 4 décembre 2018 relative à la modification de la convention d'adhésion à la centrale d'achat,

Vu le projet de convention établi à cet effet,

Vu le budget de la Ville,

Considérant la possibilité légale et statutaire offerte au SIFUREP d'agir en tant que centrale d'achat pour le compte de ses adhérents et des pouvoirs adjudicateurs d'Île-de-France,

Considérant l'utilité pour les communes et EPCI de mutualiser un certain nombre de prestations relatives au domaine funéraire,

Considérant notamment le souhait des adhérents de favoriser l'aménagement des cimetières et sites cinéraires dans le cadre d'une réflexion globale,

Considérant la compétence du SIFUREP pour assurer cette mutualisation,

Considérant dès lors la nécessité de préciser les modalités d'intervention de la centrale d'achat au profit de ses adhérents,

Un amendement est proposé pour corriger les références relatives à la réglementation des marchés publics tant dans la notice la délibération que dans la convention. Il s'agit désormais du Code de la commande publique entré en vigueur au 1^{er} avril 2019.

UNANIMITÉ

L'amendement est adopté

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} :

Approuve la convention d'adhésion à la Centrale d'achat du SIFUREP.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention et à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

20 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

CONVENTION DE MÉCÉNAT FESTIVAL DU FILM FRANCO-ARABE DE NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La loi du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations est venue compléter celles du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat et du 4 juillet 1990 sur la création des fondations d'entreprises. Contrairement au sponsoring qui est un acte commercial visant à apporter un soutien matériel à une manifestation, à une personne, à un produit ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct, le mécénat constitue un acte de philanthropie visant à apporter un soutien matériel sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général.

Pour une entreprise qui décide de s'inscrire dans une démarche de mécénat, la loi de 2003 prévoit des avantages fiscaux pouvant aller jusqu'à 60% du don dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaire hors taxe.

Ainsi, dans le cadre de la 8^{ème} édition du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec, manifestation d'intérêt général qui se tiendra du 8 au 19 novembre 2019, il convient de rechercher des partenariats nécessaires au bon déroulement de cette opération. Il est donc proposé de recourir au mécénat d'entreprises. Des entreprises pourront participer à la valorisation de cette opération à destination d'un large public par le versement de dons en matériel, en numéraire et en compétences comme prévu dans la loi du 1^{er} août 2003.

Les dons financiers seront versés par chèque à l'ordre du Trésor public à l'appui de la convention de mécénat.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer des conventions de mécénat permettant de recueillir des dons de nature différentes.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2003-709 du 1^{er} août 2003, relative au mécénat, aux associations et aux fondations,

Vu le décret n°2004-185 du 24 février 2004, relatif aux obligations déclaratives et aux modalités d'imputation de la réduction d'impôt prévue en faveur des entreprises qui effectuent des versements au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général,

Considérant que la Direction des Affaires Culturelles organise la 8^{ème} édition du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec du 8 au 19 novembre 2019,

Considérant la nécessité de rechercher des partenariats nécessaires au bon déroulement de cette opération et qui pourraient prendre la forme de dons en nature, sous la forme d'un soutien logistique, de dotations et/ou participations financières, de la prise en charge d'animations,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire à signer des conventions de mécénat permettant de recueillir des dons de nature différentes (en matériel, en numéraire et en compétences).

Article 2 :

Les recettes résultant de ces conventions de mécénat culturel seront imputées sur le chapitre 74 (dotations et participations), article 7488 (autres attributions et participations) du budget.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
POUR :	36	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » et Corinne BORD

La délibération est adoptée

21 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

DÉLÉGATION NOISÉENNE AU FESTIVAL DU FILM FRANCO-ARABE D'AMMAN

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

Le Festival du Film Franco-Arabe est organisé depuis 25 ans par l'Institut Français d'Amman et l'Ambassade de France en Jordanie. Dans le cadre des relations franco-jordaniennes, le poste d'Amman souhaitait organiser une édition française de ce festival en région parisienne dans un cinéma d'art et d'essai de renom. La ville de Noisy-le-Sec a été choisie et a signé à Amman le 23 juin 2011 un protocole d'accord pour l'organisation de l'édition française du Festival du Film Franco-Arabe de Noisy-le-Sec avec l'Institut Français d'Amman, la Royal Film Commission (Ministère de la culture jordanien) et l'Agglomération du Grand Amman.

L'objectif est de pérenniser un événement cinématographique majeur sur le territoire de la Seine-Saint-Denis qui puisse à la fois promouvoir le dialogue entre les cultures et le « vouloir vivre ensemble » à l'échelle séquanodionisienne et devenir un événement incontournable du paysage culturel francilien.

Le festival vise à proposer au public français des films récents qui témoignent d'un échange entre la France et les pays du monde arabe (sujet, production ou financement). Il est aussi une occasion unique pour le public d'Île-de-France de découvrir des films qui ne sortent jamais dans les salles commerciales locales. Il vise enfin à faire découvrir la production cinématographique du Moyen-Orient dans ses aspects politiques et sociétaux.

Le Festival du Film Franco-Arabe d'Amman aura lieu du 17 au 24 juin 2019. En tant que partenaire et afin de finaliser l'organisation de la huitième édition de ce festival à Noisy-le-Sec du 8 au 19 novembre 2019, la ville de Noisy-le-Sec y sera représentée par une délégation composée d'élus et de représentants de l'administration :

Pour les élus, se rendront à Amman :

- M. Laurent Rivoire, Maire
- Mme Elisabeth Lefeuvre, Adjointe au maire, déléguée à la santé, aux Seniors et à la Cohésion sociale.

Les dépenses de transport effectuées dans l'accomplissement de cette mission sont pris en charge par les Elus. Les frais de taxis, d'hébergement et de restauration non pris en charge par l'Institut Français d'Amman et les imprévus seront remboursés sur présentation d'un état de frais

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la prise en charge des frais de voyages des élus qui se rendront à Amman.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu les articles L.2123-18 et R.2123-22-1 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que dans le cadre des relations franco-jordaniennes, l'Ambassade de France à Amman souhaitait organiser une édition française du Festival du Film Franco-Arabe en région parisienne dans un cinéma d'art et d'essai de renom.

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec a été choisie et a signé à Amman le 23 juin 2011 un protocole d'accord pour l'organisation de l'édition française du Festival du Film Franco-Arabe à Noisy-le-Sec avec l'Institut Français d'Amman, la Royal Film Commission (Ministère de la culture jordanien) et l'Agglomération du Grand Amman.

Considérant que le prochain Festival du Film Franco-Arabe d'Amman aura lieu du 17 au 24 juin 2019,

Considérant la nécessité d'y envoyer une délégation composée d'élus et de représentants de l'administration afin de finaliser l'organisation de la huitième édition de ce festival de Noisy-le-Sec,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Donne mandat spécial à :

- Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire
- Mme Elisabeth LEFEUVRE, Adjointe au maire, déléguée à la santé, aux Seniors et à la Cohésion sociale

Pour se rendre au festival du Film Franco-Arabe d'Amman entre le 17 et le 24 juin 2019 et y représenter la Ville.

Article 2 :

Précise que les frais que nécessite ce mandat seront pris en charge sur le budget 2019 (régie d'avance Frais de mission ou remboursement aux intéressés sur présentation d'un état de frais) pour d'éventuels frais de taxis et restauration non prise en charge par l'Institut Français et imprévus.

Les Elus prennent en charge sur leur fonds propres leurs billets d'avion. L'Institut Français d'Amman prendra en charge leurs frais d'hébergement ainsi qu'une partie des frais de restauration.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

ABSTENTION	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » ET Corinne BORD
POUR :	31	MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

22 - DIRECTION DE LA COHÉSION SOCIALE

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE LA GESTION D'ACTIVITÉ DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET DE PLANIFICATION FAMILIALE

Rapporteur : Madame Elisabeth LEFEUVRE

Les missions de la Protection Maternelle et Infantile sont définies par la Loi du 18 décembre 1989 comme suit : « promotion de la santé des futurs parents et des enfants, d'accompagnement médico-psychosocial, de promotion et de surveillance des modes d'accueil du jeune enfant, de planification familiale et des actions de prévention et de dépistage des handicaps des enfants de moins de 6 ans ainsi que le conseil aux familles pour la prise en charge de ces handicaps ».

Ces missions sont assurées par le Conseil Départemental dans le cadre de ses compétences obligatoires. Celui-ci délègue à la Commune la gestion de service du Centre de Protection Maternelle et Infantile et de Planification Familiale de la Place des Découvertes ainsi que le Centre de Planification Familiale intégré au Centre municipal de santé de Noisy-le-Sec situé au 5 place Pierre Brossolette.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de délégation de gestion de services pour le compte du Département à la commune de Noisy-le-Sec. Elle est conclue pour une durée d'un an.

Pour rappel, la PMI constitue un lieu d'écoute, d'information, de prévention et de protection globale de la mère et de l'enfant et de soutien à la parentalité.

Ainsi, elle propose :

- des consultations gratuites de pédiatrie, gynécologie, obstétrique, puériculture, conseil conjugal,
- un service de prévention et de protection (maladies, violences...),
- une permanence hebdomadaire destinée aux nouveaux-nés,
- un accueil parents/enfants,
- une prise en charge particulière pour les parents sourds, en partenariat avec le centre d'action médico-sociale précoce (CAMSP Espoir 93) de Noisy-le-Sec,
- l'accompagnement des assistants maternels et familiaux à travers la délivrance d'agréments (nouveaux, extension ou renouvellement).

De plus, le Centre municipal de santé propose des consultations relatives à la Planification Familiale et aux Maladies Sexuellement Transmissibles.

Le Département propose annuellement une enveloppe budgétaire à la Commune pour les activités de PMI et de planification familiale ; la préparation budgétaire annuelle fait l'objet d'une réunion entre le Département et la Commune au cours de laquelle sont examinés les moyens alloués au regard des activités menées par la ville.

Les orientations de cette nouvelle convention doivent permettre à la ville de Noisy-le-Sec et au Département de maintenir leur partenariat au service de la santé et du bien-être des habitants de Noisy-le-Sec.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention et ses éventuels avenants.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.2112-1 et L.2112-2 du Code de la Santé Publique,

Vu la loi du 18 décembre 1989 et ses décrets d'application du 6 août 1992 relatifs aux compétences du Département en matière de Protection Maternelle et Infantile,

Vu la délibération n° 13-06 du 18 décembre 2014 du Conseil départemental adoptant la convention type de délégation de gestion des activités de Protection Maternelle et Infantile et de Planification Familiale,

Considérant que le département de la Seine-Saint-Denis est responsable de la mise en œuvre de la politique de Protection Maternelle et Infantile et de Planification Familiale sur l'ensemble du territoire départemental, sur la base du principe de la gratuité pour les familles et ouvert à tous,

Considérant ses missions de prévention de proximité en direction des femmes enceintes, de la petite enfance et des jeunes,

Considérant ses missions de planification familiale qui visent à favoriser l'épanouissement de la sexualité, la maîtrise de la fécondité, la prévention des infections sexuellement transmissibles et la prévention des conflits familiaux,

Considérant le fait que le Département délègue à la Commune la gestion de service du Centre de Protection Maternelle et Infantile et de Planification Familiale de la Place des Découvertes ainsi que le Centre de Planification Familiale intégré au Centre municipal de santé de Noisy-le-Sec situé au 5 place Pierre Brossolette,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la convention de délégation de gestion des activités de Protection Maternelle et Infantile et de Planification Familiale entre le département de la Seine-Saint-Denis et la ville de Noisy-le-Sec.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la présente convention ainsi que tout avenant.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

23 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION DES CONVENTIONS D'OBJECTIFS POUR LES ASSOCIATIONS SPORTIVES

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Forte de 48 associations sportives et près de 5500 licenciés, Noisy-le-Sec, Ville sportive, mène une politique publique dynamique et volontariste pour le développement et le soutien du sport dans notre ville. Elle a d'ailleurs reçu, à ce titre, deux lauriers du label ville active et sportive décerné par le ministère des sports.

Soutenir le milieu sportif est donc une volonté municipale qui permet d'impulser auprès des associations noiséennes une politique sportive permettant notamment la création de sections en faveur du sport féminin, la mise en place de projets pour développer une pratique sportive partagée ou en faveur de sportifs porteur de handicap mais aussi pour soutenir le sport de haut niveau.

Les axes de cette politique sportive ambitieuse mis en place par la Ville se traduisent également par :

- un soutien actif et renforcé aux sports scolaires,
- des animations sportives destinées à tous les jeunes noiséens,
- des événementiels sportifs destinés aux associations et aux jeunes de tous les quartiers,
- un soutien financier, logistique et technique aux associations.

Le soutien aux associations sportives se traduit par des aides indirectes et directes mais également par des partenariats nombreux sur différents projets.

Les aides indirectes attribuées aux associations par la Ville se traduisent notamment par la signature d'une convention de mise à disposition de locaux pour la pratique sportive des adhérents et ce de manière gracieuse comme l'autorise la délibération 2016/09-18. Des aides directes sont également attribuées sous la forme de subventions de fonctionnement.

“L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée”.

Cette obligation concerne les subventions “dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €” (D. n° 2001-495, 6 juin 2001, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

Les associations sportives noiséennes qui percevront au titre de l'année 2019 une subvention municipale de plus de 23 000 € et qui doivent signer une convention d'objectifs avec la municipalité, sont les suivantes :

Basket Ball Association Noiséenne	23 000 €
Rugby Club Noiséen	31 500 €
Noisy-le-Sec Athlétisme	36 500 €
La Vigilante	52 500 €
Cercle des Nageurs Noiséens	93 000 €

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver les conventions d'objectifs annexées et d'autoriser, le cas échéant, leur signature par Monsieur le Maire ou son représentant.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

Considérant qu'il y a lieu de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives.

DÉLIBÈRE

Article 1:

Le Conseil municipal ayant autorisé le versement des subventions pour l'année 2019 aux associations sportives suivantes :

Basket Ball Association Noiséenne	23 000 €
Rugby Club Noiséen	31 500 €
Noisy-le-Sec Athlétisme	36 500 €
La Vigilante	52 500 €
Cercle des Nageurs Noiséens	93 000 €

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2019 à l'imputation 6574.

Article 3 :

Approuve les conventions d'objectifs conclues pour l'attribution des subventions.

Article 4 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

24 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR LES 90 ANS DU RUGBY CLUB NOISÉEN

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Le Rugby Club Noiséen, association sportive Noiséenne a formalisé une demande de subvention exceptionnelle auprès de la ville afin de célébrer le 90^{ème} anniversaire de l'association.

L'association très active sur la ville, participe à tous les évènements permettant une valorisation de leur sport mais est aussi une vitrine sportive qui fait rayonner la ville dans toute l'Île-de-France.

Ce sont donc près de 200 adhérents qui foulent les pelouses du stade Huvier et de ces terrains de rugby dont la moitié sont des mineurs.

Les 14 bénévoles et 8 entraîneurs du club inculquent les valeurs éducatives de solidarité et de partage portés par ce beau sport collectif.

L'organisation de l'anniversaire doit permettre de regrouper l'ensemble des générations du club qui ont traversé la vie de ce dernier pendant des décennies afin de leur permettre de se retrouver autour de leurs valeurs communes.

Afin de permettre l'organisation des 90 ans du Rugby Club Noiséen au stade Huvier pendant un week-end festif, il est demandé de voter favorablement à l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 3000 €.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

Considérant la demande de subvention exceptionnelle de l'association du Rugby Club Noiséen.

Considérant la volonté de la municipalité d'accompagner, de valoriser et de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives.

DÉLIBÈRE

Article 1:

Approuve le versement de la subvention exceptionnelle à l'association du Rugby Club Noiséen pour un montant de 3000 €.

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2019 à l'imputation 6574.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

25 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION DE LA DÉNOMINATION DU BOULODROME DU STADE HUVIER ET DE LA SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR LES 60 ANS DE LA PÉTANQUE NOISÉENNE

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

L'association de la Pétanque Noiséenne a été fondée en 1959, elle pratique son sport, la pétanque, au stade Huvier.

Depuis la démolition de l'ancienne piscine, la ville de Noisy-le-Sec a décidé de créer, sur ce nouvel espace public, un boulodrome et ainsi permettre à l'association d'avoir un espace de pratique dédié et en lien direct avec le club house qui domine le boulodrome.

L'inauguration du boulodrome du stade Huvier est programmée le samedi 8 juin prochain et donnera lieu à une grande journée festive au cours de laquelle sera notamment baptisé le boulodrome.

Mais cette journée, sera également l'occasion pour l'association de fêter son soixantième anniversaire par la création du challenge «Lucien JACQUIN», en souvenir du secrétaire de l'association et ancien agent de la ville de Noisy-le-Sec.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- d'approuver la dénomination du « boulodrome Marcel SPAGNIOLI », membre fondateur de l'association la pétanque noiséenne en 1959 et actuel Président d'honneur de l'association,
- d'approuver la subvention exceptionnelle de 1000 € à l'association de la pétanque noiséenne pour l'organisation de ses soixante ans

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-29 et L.2212-2,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

Considérant qu'il relève des prérogatives du Conseil municipal d'approuver et de modifier les dénominations des espaces et équipements publics, dans un souci de lisibilité pour les habitants et les usagers, et que cette dénomination est susceptible de participer à l'identité et à la culture, notamment associative du territoire communal,

Considérant la volonté de la municipalité d'accompagner, de valoriser et de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives.

Considérant la demande de subvention exceptionnelle de l'association la pétanque noiséenne.

Considérant l'investissement dont a toujours fait preuve Monsieur Marcel Spagnoli pour son sport et en faveur des Noiséens en tant que membre fondateur de l'association la pétanque noiséenne en 1959 et actuel Président d'honneur de l'association,

Considérant la livraison prochaine du boulodrome du stade Huvier,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la dénomination du « boulodrome Marcel Spagnoli ».

Article 2:

Approuve le versement de la subvention exceptionnelle à l'association la pétanque noiséenne pour un montant de 1000 €.

Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2019 à l'imputation 6574.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

26 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION DE LA SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION POSITIVE EVENTS POUR LES 10 ANS DE LA MANIFESTATION "JUST4ROCKERS"

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Positive Events est une association sportive qui a pour objets, la promotion de la danse hip hop, des cultures urbaines, et l'égalité des chances et de favoriser les échanges culturels locaux et internationaux au travers la pratique d'activités sportives et artistiques et la création et l'organisation de spectacles.

Pour cela, elle bénéficie de créneaux 6 jours sur 7 dans le gymnase Léo Lagrange dans lequel près de 250 adhérents à partir de 6 ans peuvent bénéficier de cours de danse dispensés par des entraîneurs et professeurs diplômés.

Depuis dix ans, l'association organise l'évènement « just4rockers » qui a pour ambition de réunir un public international, permettant aux jeunes de l'association de rencontrer des artistes de la scène artistique hip hop du monde entier.

« Just4rockers » est devenu un évènement incontournable et de notoriété internationale, rassemblant un large public de danseurs ainsi que des artistes européens et internationaux permettant à l'association de collaborer à des spectacles au Canada, aux Etats-Unis, en Italie et dans des salles de spectacle aussi prestigieuses que l'Accord hôtel Arena.

Pour le dixième anniversaire de cette manifestation, l'association a souhaité mettre en place l'exposition de Joe CONZO intitulée « born in the Bronx » au conservatoire de Noisy-le-Sec ainsi que des conférences notamment sur l'histoire du hip hop en Europe.

Le master class « break dance » permettra d'admirer le Français Karim Barouche, le Suédois Freeze Frederik Heraneen et l'Italien Maurizio.

L'association a pour cette organisation de renom international sollicité une subvention exceptionnelle, il est demandé d'approuver cette subvention à hauteur de 3000 €.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

Considérant la demande exceptionnelle de l'association Positive Events pour l'organisation du 10ième festival « just4rockers »

Considérant la volonté de la municipalité d'accompagner, de valoriser et de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives.

DÉLIBÈRE

Article 1:

Approuve le versement de la subvention exceptionnelle à l'association Positive Events pour un montant de 3000 €.

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2019 à l'imputation 6574.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

27 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION DE LA TARIFICATION DU SÉJOUR SOLIDAIRE 18 - 25 ANS

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Lors du questionnaire réalisé pour connaître les attentes et les besoins de la jeunesse noisienne et pour lequel, le Service Municipal de la Jeunesse (SMJ) a reçu plus de 500 réponses, l'une des premières attentes était la proposition de séjours pour les jeunes majeurs.

Partant de ce constat, le Point Info Jeunesse (PIJ) qui a en charge de porter des projets pour les jeunes adultes, a fait la proposition de créer un séjour 18 - 25 ans en juillet 2019.

Le SMJ a donc choisi de se tourner vers l'organisation d'un séjour solidaire en Algérie dans la ville mythique d'Oran.

Ce séjour de 12 jours a pour but de travailler sur la réhabilitation du site historique de l'ancien hôpital du campement militaire construit en 1838 par l'armée française sur des bains bâtis par les Ottomans en 1708. Les participants auront la possibilité d'apprendre et de pratiquer des ateliers techniques sur les métiers de la maçonnerie traditionnelle, la taille de pierre, le décapage et le revêtement des murs, l'entretien des espaces. Ces travaux seront accompagnés d'un programme culturel de visites de monuments, baignade, rencontre avec les habitants et découverte de la convivialité oranaise, la découverte des métiers et la culture du vivre ensemble en paix.

Le groupe de 8 jeunes sera composée de 4 filles et 4 garçons âgés de 18 à 25 ans et résidant dans la ville de Noisy-le-Sec.

Le séjour étant destiné à de jeunes adultes qui ne sont peut-être plus rattachés au foyer fiscal parental, il est proposé au conseil municipal d'appliquer une tarification unique pour ce séjour solidaire de 150 €, les frais de visa de 90 € restant à la charge du jeune.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il entre dans les attributions d'organiser des séjours en direction des jeunes 18 – 25 ans,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Approuve la tarification unique de 150 euros

Article 2 :

Le montant des recettes sera imputé à la rubrique 4220, article 7066,

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

28 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PARTICIPATION COMPLÉMENTAIRE AUX PROJETS DES ÉCOLES NOISÉENNES

Rapporteur : Monsieur Alexandre BENHAIM

Depuis 2017, la Ville a mis en place un soutien financier pour la mise en œuvre des projets d'école, qu'il convient aujourd'hui de pérenniser.

En effet, dans le cadre des budgets 2017-2018-2019, une enveloppe d'un montant de 25000 euros annuelle a été abondée à la Direction des Affaires Scolaires afin de soutenir les écoles pour la mise en œuvre de leurs projets pédagogiques.

Ainsi, les équipes des écoles maternelles et élémentaires peuvent répondre à un appel à projet s'inscrivant dans leur projet d'école et préalablement validée par l'Inspection de l'Éducation Nationale.

Les projets devront préciser les objectifs, les classes concernées avec le nombre d'élèves, le déroulement de l'action et un budget détaillé.

Ils sont examinés à chaque période par l'administration et l'adjoint aux Affaires Scolaires.

Afin de soutenir un maximum d'écoles, ce financement municipal est désormais plafonné à 75 % (au lieu de 50 % précédemment), par projet dans la limite de 500 euros, et toujours dans la limite de l'enveloppe de 25000 euros.

Les appels à projets ne peuvent concerner que des dépenses de fonctionnement (petits matériels, billetterie, prestations,...).

Les dépenses afférentes se feront sous la forme de subvention aux coopératives des écoles après présentation de la facture ou directement prises en charge par la Ville pour les écoles n'adhérant pas à un organisme de gestion agréé.

Le dépôt de projet n'a aucun caractère obligatoire pour les équipes enseignantes.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver les modalités de mise en œuvre et les modifications apportées par rapport à la délibération 2017/09-17.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2122-21,

Considérant la volonté de soutenir les écoles dans la mise en place de leurs projets pédagogiques,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise la mise en place de l'appel à projets aux des écoles et le budget afférent de 25000 euros.

Article 2 :

Dit que les crédits correspondants sont inscrits au Budget primitif 2019.

Article 3 :

Dit que les crédits feront l'objet de subventions exceptionnelles versées au nom de l'OCCE ou tout autre organisme agréé par le ministère de l'Éducation Nationale. Pour les écoles n'adhérant pas à un organisme de gestion agréé, les projets seront financés sous forme de prise en charge directement par la ville de Noisy-le-Sec dans la limite du financement notifié.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

29 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE 1500 EUROS À CITÉS UNIES SUITE AU CYCLONE IDAI AU MOZAMBIQUE

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Le 14 mars dernier, le cyclone Idai a frappé de plein fouet Beira, la deuxième ville du Mozambique, et son demi-million d'habitants.

Face à la détresse des populations durement frappées, Cités Unies a lancé un appel à la solidarité. Créée en 1975, Cités Unies France est une organisation à la tête de réseau, transpartisane et multi-niveau, des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale .

Grâce aux dons, Cités Unies a pour projet d'aider la ville de Beira, dans la phase de réhabilitation qui suivra l'urgence humanitaire.

Un compte a été ouvert à cet effet et est à la disposition des collectivités françaises qui souhaitent faire un don où s'engager aux côtés de Cités Unies France pour une aide à la reconstruction.

La Fondation de France assurera un suivi tant de la gestion financière que de la réalisation des projets financés. Au terme de cette opération, une évaluation et un bilan de l'utilisation des fonds collectés seront publiés sur le site internet de la Fondation de France.

Conscient du désastre et désireux d'aider les personnes touchées, la ville de Noisy-le-Sec désire venir en aide aux sinistrés.

Il est proposé de faire à Cités Unies un don d'un montant de 1 500 euros.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant qu'une tempête tropicale dévastatrice, a balayé le sud-est de l'Afrique le 16 mars dernier, et a probablement tué plus des 1000 personnes, déplacé des centaines de milliers d'autres, et a laissé Beira, ville côtière d'un demi-million d'habitants, située au centre du Mozambique, presque totalement détruite,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec souhaite apporter son soutien dans cette tragédie par une donation à Cités Unies, qui s'engage par un fonds de solidarité à apporter une aide à la ville de Beira, dans la phase de réhabilitation qui suivra l'urgence humanitaire,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise la Ville à faire don de 1 500 euros en faveur de Cités Unies pour son Fonds de solidarité des collectivités territoriales françaises pour le Mozambique.

Article 2 :

Cette dépense est inscrite au budget de la commune de l'exercice en cours.

Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Article final : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

VI – VOEU

VOEU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - PROJET DE LOI DE « L'ÉCOLE DE LA CONFIANCE » SUR LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

Rapporteur : Monsieur Olivier SARRABEYROUSE

Amendé par le Groupe En Avant Noisy Soutenu par le Groupe Agir pour tous les Noiséens et Mme Corinne Bord, élue Socialiste

Considérant que l'Education Nationale est un des piliers fondamentaux de l'égalité républicaine, contribuant à l'épanouissement et l'émancipation de chacun-e,

Considérant que le projet de loi de « l'école de la confiance » adopté en première lecture à l'Assemblée nationale le 19 février 2019 contient un certain nombre de dispositions de nature à remettre en cause le cadre national du service public d'éducation, dernier service public présent au plus près des citoyen.ne.s;

Considérant la volonté du Ministre de l'éducation nationale de conduire une grande réforme du système scolaire sans concertation préalable avec les différents partenaires, enseignants, parents, collectivités ;

Considérant que le projet de loi qui ouvre la possibilité de regrouper une ou plusieurs écoles avec un collège en « Etablissements Publics Locaux des Savoirs Fondamentaux » (EPLSF), dépossédant une partie des directeur-trice-s et des conseils des maîtres de leurs compétences et missions, se traduira également par un transfert des compétences vers les collectivités;

Considérant que les « Etablissements Publics Locaux d'Enseignement International » (EPLEI) seront des établissements réservés à une élite intellectuelle ou économique et que leur création va dessiner une bipolarisation caractérisée de notre système éducatif (école à deux vitesses) ;

Considérant qu'aujourd'hui 98% des 3 ans et quasiment 100% des 4-5 ans sont déjà scolarisés, la mesure d'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire de 6 à 3 ans représente une dotation complémentaire aux écoles maternelles privées, dont l'école Sainte Croix sera également bénéficiaire.

Considérant que ces établissements bénéficieront d'un financement public estimé à 150 millions d'euros en France et de plusieurs milliers d'euros pour une soixantaine d'élèves à Noisy-le-Sec alors que les besoins en ATSEM sont indispensables dans nos écoles maternelles publiques ;

Considérant que la création des PIAL (Pôles Inclusifs d'Actions Localisées) ne prévoit aucun statut réel aux AESH (Accompagnement des Enfants en Situation de Handicap) et ne traduit aucune ambition pour la scolarisation des élèves handicapés. (Pour exemple, à Noisy-le-Sec, pour seulement 90 EVS (emploi de vie scolaire), environ cent cinquante élèves « notifiés » sont scolarisés et une vingtaine sont en attente de notifications au sein des classes);

Considérant que le projet de loi « sur l'école de la confiance » ne comporte aucune disposition sur la revalorisation du métier d'enseignant-e, dont le traitement est inférieur à celui des autres enseignant-e-s européen-ne-s ;

Considérant que cette loi atteste d'une reprise en main ferme et autoritaire de l'éducation par le Ministère, comme le montre le premier article de la loi qui introduit le contrôle de l'expression des personnels;

Le conseil municipal réuni ce jour :

Interpelle les parlementaires et le Gouvernement pour qu'ils révisent la loi sur « l'école de la confiance », prennent des dispositions de nature à revaloriser le métier d'enseignant-e et à garantir un service public d'éducation de qualité pour tou-te-s, dispensé par des enseignant-e-s sous statut, exerçant leurs compétences professionnelles pour la réussite scolaire de tous les élèves ;

Interpelle les parlementaires et le Gouvernement pour que l'école primaire ne soit pas « annexée » au secondaire mais qu'on lui octroie les moyens de l'ambition affichée de la réussite de tou-te-s les élèves ;

Interpelle les parlementaires et le Gouvernement pour que le financement des écoles sous contrat ne pèsent pas sur les collectivités au vu des manques et des besoins de notre commune de Seine Saint Denis ;

Interpelle les parlementaires et le Gouvernement afin que des dispositions soient introduites dans la loi sur pour « déprécariser » et revaloriser les métiers d'Accompagnant·e d'Elèves en Situation de Handicap.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent)

UNANIMITÉ

Le vœu est adopté

VII – QUESTIONS ORALES

QUESTION ORALE DU « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » - IMMEUBLE ET BOULANGERIE 52 RUE SAINT-DENIS

Rapporteur : Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

De nombreux Noiséens ont été surpris par la brutale fermeture de la boulangerie située dans l'immeuble du 52 rue Saint-Denis appartenant à la commune.

Les produits de ce boulanger étaient appréciés bien au-delà du quartier.

Afin d'éclairer la situation, je vous remercie d'apporter les réponses aux questions que tous se posent suite à l'évacuation ordonnée par un arrêté de péril imminent :

- L'historique de la situation et du suivi de l'immeuble*
- Les offres de relogement, d'indemnisation et de réinstallation faites au boulanger*
- Les perspectives à court et moyen terme sur l'immeuble et l'ensemble de l'îlot. »*

Réponse de Monsieur le Maire :

« Monsieur le Conseiller municipal,

Au gré des délibérations de notre Conseil Municipal et de vos nombreuses questions orales, il ne vous aura pas échappé que la Ville de Noisy-le-Sec porte sur le secteur Bouquet-Bergerie, et maintenant plus largement sur le périmètre « Cœur de Ville », une ambition d'amélioration des espaces publics et du cadre de vie des habitants, ainsi que de requalification d'un tissu d'habitat aujourd'hui ancien et partiellement dégradé.

Cette démarche n'est pas nouvelle puisqu'elle a connu ses balbutiements à l'occasion des premières préemptions et acquisitions foncières menées par la Ville dans les années 1980.

Le 15 décembre 2011, notre Conseil Municipal a souhaité officiellement initier une démarche de réhabilitation des îlots dits « Bouquet - Bergerie », en instaurant un périmètre d'étude délimité par les rues Jean Jaurès, Henri Barbusse, Saint-Denis et Bergerie. En effet, un diagnostic du territoire noiséen réalisé à l'occasion de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme avait mis en évidence la nécessité d'intervenir sur le tissu urbain dégradé concerné par des problématiques d'insalubrité, dont ces espaces font partie.

Cette démarche a connu néanmoins une accélération significative avec la livraison du Conservatoire de Musique et de Danse Nadia & Lili BOULANGER que j'ai eu l'occasion d'inaugurer avec le Président COSME le 15 Septembre 2017, ainsi que les premières piétonisations de la rue du 19 Mars 1962, en 2017, puis de la rue Bouquet, inaugurée le 28 mars dernier.

Vous conviendrez que, par ces premiers aménagements, la Municipalité a pu offrir à la population noiséenne, et en particulier aux nombreux usagers du conservatoire – dont la part d'enfants et de jeunes adultes est particulièrement importante – des espaces de circulation renouvelés, qualitatifs et apaisés.

S'agissant plus spécifiquement du 52 rue Saint Denis, la Ville est devenue propriétaire de ces locaux commerciaux le 13 Mars 2013.

Le locataire, boulanger, disposait d'un bail en cours conclu avec l'ancien propriétaire et ce jusqu'au 20 juillet 2019. Ce bail a été transféré de droit à la Ville lorsque cette dernière est devenue propriétaire.

Le 28 décembre 2018, le locataire a alerté la Ville sur l'état de son plancher et la présence de fissures sur le bâtiment. J'ai immédiatement fait intervenir l'architecte de la Ville pour établir un premier diagnostic

sur l'état du bâti. Au regard des alertes émises, un relogement lui a été proposé par mesure de précaution dans le patrimoine privé de la Ville.

Dans le cadre des échanges intervenus avec le locataire, et la Ville agissant à la fois en tant que propriétaire bailleur et en tant que garante des mesures de salubrité et de sécurité, la Ville a sollicité l'avis d'un expert indépendant nommé par le Tribunal Administratif.

Au regard du rapport de l'expert demandant l'évacuation immédiate et l'étalement du commerce, le relogement du locataire a été effectué. La Ville a pris en charge les frais de déménagement et de réinstallation afin d'accompagner la famille. La Ville a également été dans l'obligation de procéder à la fermeture de ce commerce pour garantir la sécurité des personnes et des biens, conformément au rapport d'expertise.

Outre ces mesures d'urgence relatives à la sécurité et dans le cadre de la résiliation du bail commercial liant la Ville à son locataire, des discussions sont toujours en cours pour déterminer les modalités d'indemnisation du boulanger.

Notre objectif est aujourd'hui de les faire aboutir et de trouver un accord avec le locataire avant la période estivale. »

QUESTION ORALE DU « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » - SALLE DE MUSCULATION DU LONDEAU ET SUBVENTION CAN

Rapporteur : Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

Les Noiséens et spécialement les habitants du quartier du Londeau ont été choqués de découvrir que la salle de musculation du Londeau construite en 2013/2014 pour plus de 700 000 € et confiée en gestion exclusive à l'association CAN avait subi un violent incendie dans la nuit du 10 au 11 mars 2019.

Ce sinistre renvoie évidemment aux questions que notre groupe vous a posées à plusieurs reprises les 6 novembre 2017, 12 avril et 28 septembre 2018 sur les conditions préoccupantes de gestion de cette salle à des fins totalement privatives sans aucun contrôle de la ville.

Force est de constater que nos inquiétudes étaient totalement fondées et que vos réponses lénifiantes étaient inappropriées et irresponsables s'agissant d'un patrimoine communal.

Dès lors, nos questions appellent des réponses précises :

- Quelle est l'origine du sinistre survenu dans un bâtiment très récent ?*
- Quel est l'état du bâtiment ? Est-il réparable ?*
- Une réparation à neuf est-elle prévue et dans quel délai ?*
- Quelle affectation est envisagée ?*
- La subvention réservée au CAN de 4 000 € votée le 7 février 2019 a-t-elle été mandatée et si oui sur la base de quel dossier de demande ? Dans l'affirmative, comment comptez-vous récupérer cette somme indûment versée ? »*

Réponse de Monsieur le Maire :

« Monsieur le Conseiller municipal,

Je vous avoue avoir été extrêmement surpris par le ton de votre question orale portant sur un sujet grave, à savoir l'incendie de la Salle de Musculation du Londeau attenante au gymnase Gentilini, qui a touché un équipement apprécié au sein du Quartier du Londeau et même au-delà.

Loin de la polémique, voire de votre excitation ressentie à la lecture de votre question, la Municipalité a fait face à ses responsabilités.

Hormis le lancement des procédures auprès de notre assureur, une plainte a été déposée par les services sur mes consignes afin que les services de police compétents puissent diligenter dans les meilleurs délais une enquête sur site. L'instruction de cette affaire par les services de police est toujours en cours. Vous comprendrez que nous ne disposons pas de conclusions définitives sur le caractère criminel – ou non – de cet incendie, même si nous pourrions le supposer.

Après constatation sur place des services techniques, il s'avère que l'intérieur du bâtiment est totalement détruit, à la seule exception des vestiaires et du local de ménage situé au fond de la salle, qui ont été épargnés par l'incendie. L'ensemble des machines de musculation a été détruit ou endommagé, soit directement par l'incendie, soit par oxydation suite au sinistre.

L'expertise de l'assurance est également en cours. Une première visite a eu lieu dans ce cadre le 25 Mars 2019. Une visite d'expertise plus spécifiquement dédiée à l'examen de la structure du bâtiment aura lieu dans les tout prochains jours. C'est le rapport issu de cette visite qui permettra de déterminer, sur la base d'expertises techniques avérées, la possibilité de réhabiliter ce bien ou non, et donc d'en préciser la future affectation et le planning de mise en œuvre des différentes interventions.

Comme vous le savez parfaitement, le CAN avait été contraint de cesser ses activités dans les locaux concernés depuis Septembre 2017, en raison de la suppression d'un emploi aidé au sein de l'association suite à la loi Macron.

Soucieux d'accompagner au mieux cette association, la Municipalité avait fait le choix raisonnable de prévoir au budget une enveloppe de 4 000 € pour l'éventuel octroi ultérieur d'une subvention. Sachez simplement que cette somme n'a pas été mandatée par la Ville.

Je regrette profondément que nos efforts avec la Préfecture et l'association pour permettre la poursuite des activités au Londeau aient été réduits à néant.

Je regrette et dénonce fermement, s'il était avéré que ces actes sont criminels, que les bâtiments publics municipaux, notamment sportifs, soient attaqués et détruits dans des quartiers où nous portons une attention particulière, et des moyens financiers conséquents. Ce sont les moins favorisés de nos concitoyens qui sont finalement touchés et impactés par des actes de vandalisme ! Tout cela est proprement scandaleux ! Et je regrette également que certains s'en réjouissent et en fassent la promotion sur les réseaux sociaux notamment ! »

QUESTION ORALE DU « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » - NOMINATION DU DÉLÉGUÉ A LA PROTECTION DES DONNÉES

Rapporteur : Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

Par une question orale du 19 novembre 2018, je vous ai demandé quand la commune procèdera à la désignation d'un délégué à la protection des données personnelles, comme elle en a l'obligation depuis le 25 mai 2018 et l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données.

En effet, une collectivité territoriale comme la nôtre collecte et traite des milliers de données personnelles sensibles sur les usagers des services publics communaux. Le délégué à la protection des données doit s'assurer du respect du RGPD au sein des services communaux et mettre en élaborer et veiller à la mise en oeuvre des directives nécessaires.

Or, à ce jour, aucun délégué à la protection des données n'a été nommé à la mairie de Noisy-le-Sec.

Les utilisateurs de l'espace internet citoyen gérant les réservations périscolaires viennent de se voir notifier de nouvelles conditions générales d'utilisation qu'ils sont obligés d'accepter alors qu'elles ne sont pas conformes à la réglementation.

L'absence de nomination d'un DPO, près d'un an après l'entrée en vigueur du règlement européen l'ayant institué, est dommageable pour les Noiséens et pour la commune qui se trouve en infraction à l'égard de la CNIL.

Dès lors, je réitère ma question du 19 novembre »

Réponse de Monsieur le Maire :

« Monsieur le Conseiller municipal,

La Ville de Noisy-le-Sec est très soucieuse de la sécurisation des données personnelles qui sont collectées auprès des usagers, et de la manière dont celles-ci sont traitées et archivées par les services municipaux. Les données personnelles sont recueillies pour une finalité précise et les usagers sont informés de leurs traitements.

Comme cela a été mentionné au Conseil municipal du 22 novembre 2018, la Ville de Noisy-le-Sec est entrée dans une démarche de mise en conformité du RGPD. Cette mise en conformité est réalisée avec l'assistance des Cabinets de consultants informatique Wiseorga et d'avocats Alain Bensoussan.

Ce dossier essentiel, mérite que des experts de ces questions travaillent à nos côtés.

La mission première de ces cabinets de conseil est de réaliser un état des lieux des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre au sein de la commune, de mettre à disposition un logiciel centralisant le registre de traitements des données à caractère personnel et de faire des préconisations sur la nomination d'un délégué à la protection des données.

Le ou la délégué(e) à la protection des données sera le garant de la protection des données au sein de la mairie de Noisy-le-Sec. Il devra être capable de préconiser et d'évaluer les mesures techniques et d'organisation qui permettront de respecter le cadre légal de collecte d'utilisation et de conservation des données.

La mission des prestataires Wiseorga et Bensoussan a débuté le 18 mars 2019 pour une période d'environ 4 mois, à l'issue de laquelle sera préconisée notamment la désignation d'un délégué dédié à ces questions. »

QUESTION ORALE DU « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - SOCIÉTÉ HOLDING LE CONSERVATOIRE

Rapporteur : Madame Christiane DEL POZO

« Monsieur le Maire,

Lors du Conseil Municipal du 14 juin 2018 vous avez demandé l'approbation d'un bail commercial au profit de la Société Holding Le Conservatoire, du fait que la mise en service du nouveau Conservatoire en septembre 2017 laissait le bâtiment de l'ancien Conservatoire situé au 63 rue Jean Jaurès sans affectation.

Cette société qui était en cours de constitution, vous était apparue après un appel à projet comme la plus à même de mettre en œuvre un projet participant aux objectifs de la ville, soit la valorisation du site et la dynamisation du centre-ville.

Rappelons qu'il s'agissait de l'aménagement et de la réalisation d'un lieu mixte structuré autour d'un restaurant de qualité, d'espaces dédiés à la formation et au co-working. Rappelons également qu'en contrepartie d'un loyer dérisoire de 500 euros, des travaux importants mais non précisés quant à leur nature, et chiffrés très globalement à 2 millions devaient être pris en charge par le locataire.

Depuis cette date, alors même qu'est en cours de débat le réaménagement du centre-ville, ce projet n'a été évoqué à aucun moment, ni même lors de la présentation des vœux.

A notre connaissance, il n'y a aucun début de travaux dans le bâtiment concerné et il semble que la Société signataire du bail commercial n'ait jamais été constituée.

Notre groupe est prêt à vous faire des propositions, nous vous rappelons qu'à plusieurs reprises nous avons demandé que l'usage de ce bâtiment reste dans le domaine public, dédié aux associations, à la culture, ou à la jeunesse.

Nous vous remercions de nous préciser ce qu'il en est aujourd'hui de ce bâtiment public remarquable.

Qu'en est-il de la création de la holding ou de toute autre société ? Et qu'en est-il du bail ?

Le projet est-il toujours d'actualité ? D'autres affectations ou projets sont-ils envisagés ? Une convention ou un contrat ont-ils été signés ?

Qu'allez vous inaugurer en juillet 2019 (article du Parisien du 1^{er} juillet 2018) ?

Si ce projet peine à aboutir envisagerez-vous enfin de consulter la population ?

Si la situation perdure ne pourrions-nous pas utiliser les locaux de façon éphémère ou sous la forme d'un bail précaire ? »

Réponse de Monsieur le Maire :

« Madame la Conseillère municipale

Comme je l'avais répondu à votre collègue M. Lefebvre en décembre 2018, je peux vous dire que nous tenons à ce dossier, qui doit effectivement contribuer à développer l'offre commerciale de la rue Jaurès, et contribuer à faire rayonner notre Ville.

Ce dossier, porté par des personnalités connues, s'est concrétisé par un projet précis, projet travaillé lors de nombreuses réunions de préparation avec les services de la Ville, une fois que celui-ci a été retenu.

Maintenant, comme j'ai eu l'occasion de le regretter en décembre dernier, il est plus que probable que le dossier a pris du retard au vue du recours que votre collègue a introduit, comme il le fait beaucoup, contre la délibération.

Il est vrai que certaines personnes passent beaucoup de leur temps à contrecarrer les projets, les dossiers, les avancées pour la ville, ce qui n'est pas une surprise !

Je n'ose vous dire, Madame la Conseillère municipale, chère collègue, vous qui n'étiez pas dans cette assemblée à l'époque, la situation catastrophique que nous avons constatée en 2011 ! Une catastrophe, que nous avons dû redresser en plusieurs années tout en réalisant le programme sur lequel les Noiséens nous avaient élus.

Et puisque le sujet qui nous intéresse ce soir à l'occasion de votre question, est finalement le commerce local, l'attractivité de notre ville, la qualité de l'offre de commerce, ne devriez-vous pas poser la question à vos amis au pouvoir si longtemps : comment ont-ils pu laisser cette situation du commerce se dégrader ?

Je ne ferai pas la liste des commerces que nous avons aidé à ouvrir à Noisy, d'autres sont en négociation, comme une poissonnerie et un fromager.

En ce qui concerne l'Ancien Conservatoire, le dossier est en cours : la société est immatriculée et les travaux vont débuter.

Depuis 9 ans maintenant, nous nous attachons à redresser Noisy-le-Sec, à développer notre ville, à y construire les services publics que vos amis n'ont pas développés pendant des années. C'est le jeu politicien que de dire que RIEN n'a été fait, comme l'affirme votre collègue.

Mais vous connaissez probablement cet adage d'Albert Einstein, chère madame, chère collègue, qui dit : ne comptez jamais sur ceux qui ont créé des problèmes, pour les résoudre ! Et c'est bien ce à quoi nous sommes confrontés depuis 2011 ! Parler, c'est une chose, agir en est une autre. »

La séance est levée à 00:06.